

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

¹o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

²o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

³o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

⁴o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

⁵o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Péyari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Professeur Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Pensonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chélik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Georg Ledebour



Georg Ledebour est né le 7 mars 1850 à Hannover et a été un énergique militant radical-socialiste dès sa jeunesse. Il se distingua bien vite par ses actions décidées et devint bientôt l'un des leaders radical-socialistes les plus estimés de l'Allemagne. Elu député au Reichstag en 1900. A l'explosion de la conflagration mondiale il se déclara adversaire de la guerre et participa à la fondation du „Parti Social-Démocrate Indépendant“. Il travailla avec énergie à une révolution socialiste en Allemagne, mais il refusa d'entrer dans le gouvernement, après le 9 novembre 1918, déclarant ne pas vouloir collaborer avec les socialistes de guerre Ebert, Landberg et Scheidemann. Participa aux luttes ouvrières de Berlin contre la réaction d'Ebert. Arrêté par les gens de Noske le 10 janvier 1919, il resta cinq mois en détention préventive. Réélu député au Reichstag en 1920. Président de l'„Union Socialiste“.

Les Etats Balkaniques, après la guerre, ont été complètement livrés à une féroce terreur réactionnaire. Il est donc bien compréhensible que les populations de tous ces pays, qui toutes souffrent sous cette réaction, s'efforcent à secouer l'oppression commune par des luttes communes, pour créer ensuite un meilleur édifice étatique. C'est de ces efforts qu'a jailli le plan d'une Fédération Balkanique.

Il serait cependant bien erroné de supposer qu'un parti quelconque basé sur l'ordre social capitaliste, proclamant même les principes les plus sonnants de la démocratie, du libéralisme et du pacifisme, s'il arrivait au pouvoir dans l'un quelconque des Etats Balkaniques entreprendrait sérieusement la réalisation d'une Fédération Balkanique. Car il est de l'être même des partis capitalistes d'exploiter l'idée nationale pour élargir leur puissance et mieux exploiter les ouvriers. Voilà pourquoi les partis capitalistes et bourgeois qui, dans les Etats Balkaniques, ont depuis des dizaines d'années mené une lutte acharnée de libération contre la domination étrangère, dès qu'ils arrivèrent au pouvoir dans leur propre Etat national se mirent immédiatement à opprimer et à exploiter les minorités allogènes de leurs pays avec la même brutalité que jadis leurs propres oppresseurs et exploités employaient à leur égard. Une Fédération Balkanique présuppose dans tous les pays de cette Fédération le renoncement à de pareilles oppressions nationales des minorités allogènes. Nul Etat capitaliste ne s'est jusqu'ici montré capable d'un tel renoncement, et ce n'est que le socialisme qui peut le garantir, car c'est le socialisme qui a pour base l'égalité de tous les hommes sans distinction de race ni de sexe. Aussi, actuellement, ce n'est que l'Union des Républiques Soviétiques qui applique une pleine tolérance des nationalités.

Une Fédération Balkanique, quelque désirable qu'elle soit comme première étape de la Fédération mondiale de tous les peuples libérés du capitalisme, ne peut donc être réalisée que par des partis qui se tiennent sur le terrain de la conception socialiste. Ce n'est que sur ces partis que nous pouvons compter, dans les luttes actuelles, pour la véritable libération des peuples dans les Etats Balkaniques aussi.

Georg Ledebour

Prof. Leonard Nelson



Leonard Nelson est né le 11 juillet 1882 à Berlin. De 1909 à 1919 professeur agrégé à Goettingen, depuis professeur extraordinaire dans cette même ville.

Leonard Nelson est l'un des philosophes contemporains les plus éminents de l'Allemagne. Citons parmi ses ouvrages: „La réformation de la philosophie par la critique de la raison“ — „Critique de la raison pratique“ — „La science du droit sans droit“ — „Système de l'enseignement philosophique du droit et la politique“ etc.

La «solution» actuelle de la question des nationalités dans les Balkans est une solution apparente. Les traités de paix après la guerre mondiale ont rendu plus aigus encore les différends existant entre les Etats Balkaniques, et voilà pourquoi nous pouvons parler aujourd'hui d'un problème balkanique avec plus de raison encore qu'avant la guerre. Tout comme dans les rapports des autres Etats, il existe dans les rapports des Etats Balkaniques aussi de l'anarchie. L'anarchie, cependant, signifie la domination du hasard, partant la domination de la force brutale au lieu de celle du droit. Je ne puis donc pas prétendre que la brûlante question balkanique ait été résolue d'après les principes de la justice et de la liberté ainsi que dans l'intérêt de la paix. Il me paraît, tout au contraire, évident que le soi-disant règlement de la question balkanique se soit fait contre ces principes et contre les intérêts de la paix.

Je ne crois pas que sous les réactionnaires gouvernements balkaniques d'aujourd'hui les droits des minorités, des peuples opprimés, des populations en général soient protégés. Les scissions et dissidences qui se sont produites après la guerre mondiale dans les conditions intérieures des Etats Balkaniques sont dues en plus grande partie à leurs gouvernements. Les gouvernements d'après-guerre — et ce non pas seulement dans les Etats Balkaniques — se sont formés par de la terreur physique et morale. Ils ne diffèrent, en essence, en rien du despotisme. Et, tout comme, dans le despotisme le peuple est en réalité la propriété du souverain, dans les Etats Balkaniques les peuples sont les propriétés de leurs gouvernements.

Dans les Balkans aussi la valeur idéale de chaque communauté nationale ne peut dépendre que de ce qu'elle parvient à réaliser comme communauté culturelle; et comme communauté culturelle elle est avant tout soumise aux exigences du droit.

L'existence d'une pluralité d'Etats dans les Balkans aussi est un fait juridique de hasard: cette pluralité n'est ni exigible et ni rejetable du point de vue du droit. La garantie du respect du droit dans les rapports entre les Etats Balkaniques, partant la cessation de l'oppression des minorités et des rivalités entre les Etats Balkaniques, n'est possible que par une Fédération Balkanique. La Fédération Balkanique est donc un devoir juridique nécessaire de tous les Etats qui ont de l'influence sur la situation dans les Balkans.

Sous les conditions actuelles dans les Balkans et dans toute l'Europe, la réalisation d'une véritable Fédération Balkanique n'est pas directement et immédiatement possible. Car nous vivons dans une époque dans laquelle, dans les rapports des hommes et des peuples, le droit est brisé et

foulé aux pieds. Il est donc bien oiseux d'inventer des constructions de droit pour la solution du problème balkanique.

Dans la Fédération Balkanique, les différents Etats Balkaniques y participent comme membres au même degré que les particuliers dans un Etat. La Fédération Balkanique crée parmi les Etats Balkaniques un rapport de droit politiquement garanti; cela veut dire que les différents Etats Balkaniques se soumettent à un gouvernement commun, à un pouvoir qui règle leurs rapports juridiques. Une telle organisation de la Fédération Balkanique est possible sans que par là les différents Etats Balkaniques perdent leur indépendance étatique. Le règlement des affaires intérieures d'un Etat de cette Fédération peut bien rester chose propre à cet Etat. Le règlement des affaires extérieures des Etats Balkaniques devra cependant incomber à la Fédération Balkanique.

La participation de tous les Etats Balkaniques à la Fédération Balkanique est commandée par le droit et la logique; il n'y aurait donc nul empêchement de droit à employer même de la force contre l'Etat qui s'y refuserait.

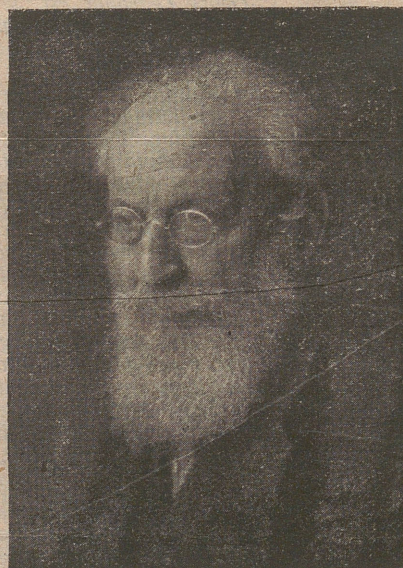
Toute personne intéressée à la consolidation et au maintien de la paix éprouvera de la sympathie pour les efforts déployés en vue de la constitution d'une Fédération Balkanique et devra y contribuer de son possible. Car la sympathie à elle seule est de peu d'utilité. Il est nécessaire d'y coopérer activement, à forces réunies, avec la conviction que la Fédération Balkanique est le seul moyen de transformer en un lieu de raison et d'humanité les Balkans qui, à la suite de la guerre, sont devenus un foyer de criminalisme étatique organisé.

La question de la Fédération Balkanique est une question de force. La Fédération Balkanique sera réalisée par l'application de moyens politiques. Tous les partis politiques balkaniques accessibles à la logique doivent se faire un devoir de réaliser la Fédération Balkanique. Mais pour la réussite de cette oeuvre les Etats étrangers sont aussi responsables, et il n'y aurait nul empêchement de droit pour ces Etats d'user sur les Etats Balkaniques d'une pression à cet effet.

Le problème balkanique ne sera pas résolu dans les Balkans, ou du moins ne sera pas résolu que dans les Balkans. Tant que les gouvernements des grandes puissances ne perdront pas le goût de pêcher dans de l'eau trouble dans les Balkans, le calme et la paix ne pourront y revenir. Il reste donc bien peu d'espoir à ce sujet pour les peuples balkaniques, tant que les grandes puissances ne se décident à régler les conditions balkaniques qui existent entre elles-mêmes en renonçant à leur souveraineté, tant que donc elles ne forment leur propre Fédération Balkanique.

Leonard Nelson

Edouard Bernstein



Edouard Bernstein, théoricien socialiste, né à Berlin le 5 janvier 1850, commerçant d'abord, vécut à Londres de 1888 jusqu'à 1901 comme écrivain. Il rentra en Allemagne en 1901. 1902-1906 et 1912-1918 membre du Reichstag. 1918 chargé de fonctions spéciales au Trésor. Depuis 1920 de nouveau membre du Reichstag. Membre de la Commission d'Enquête de la défaite de l'Allemagne. Membre de différentes autres commissions. Ou-

vrages principaux : „Courants communistes et social-démocrates en Angleterre au XVII. siècle.“ — „Les conditions du socialisme“ — „Pour l'histoire de la théorie du socialisme.“ — „Histoire du mouvement ouvrier berlinois.“ — „Souvenirs d'un socialiste.“ — „Ouvrages de Ferdinand Lassalle.“ etc.

La Macédoine a de tous temps constitué la pomme de discorde dans les Balkans et continue toujours à l'être. Tous les Etats Balkaniques veulent s'en rendre les maîtres. C'est là une des questions les plus graves du problème balkanique, de ce problème qui est déjà tellement compliqué par l'enchevêtrement inextricable des peuples qui habitent les Balkans.

Par cet enchevêtrement, il y a des minorités nationales dans tous les Etats Balkaniques et dans tous ces Etats ces minorités sont opprimées.

Pour remédier à cet état des choses, il faudrait l'autonomie nationale des peuples subjugués dans les Balkans, et c'est avec joie que je salue le mouvement en faveur des minorités nationales. Car, il faut absolument que toute cette oppression cesse.

Nous devons bien mettre notre espoir en la Fédération Balkanique. Car, là où règne la liberté, les conditions économiques s'améliorent naturellement. Je désire donc de tout mon cœur cette Fédération Balkanique basée sur l'autonomie des différents peuples balkaniques. Envahir des territoires, les conquérir, les annexer, comme si ce n'étaient que des terres sans habitants, c'est ignoble, c'est révoltant. Et ce n'est que la constitution des Etats autonomes Balkaniques, réunis en une Fédération Balkanique, qui, je l'espère, mettra une fin à toutes les oppressions dans les Balkans. J'ai moi-même en 1913 énergiquement protesté lorsque Silistrie fut cédée à la Roumanie.

L'autonomie des minorités nationales balkaniques et l'union des peuples balkaniques en une Fédération Balkanique serait cependant bien difficile à réaliser sans l'aide et l'appui de la Société des Nations. Je considère la Société des Nations comme un progrès, et il faut s'efforcer à ce qu'elle appuie efficacement les efforts déployés en faveur de l'autonomie et de la Fédération des peuples balkaniques.

Ed. Bernstein

Le Réveil des Comitadjis et la Vraie Paix Balkanique

Les incidents, plus ou moins complètement rapportés en Occident, qui se sont produits à la fin septembre aux confins Bulgaro-Grecs et Serbo-Grecs méritent d'être examinés d'un peu près. Quand les bandes de comitadjis, organisés au compte des autonomistes Macédoniens et de ceux qui les soutiennent, entrent en jeu, la paix est menacée. On ne sait jamais où s'arrêteront leurs exploits, à quelles influences ils cèdent, à quelles conséquences conduira leur brusque intervention.

Les impérialismes continuent à s'exercer dans les Balkans comme il y a 25 ans: impérialismes des puissances secondaires qui ne trouvent jamais leur domaine assez vaste; impérialismes des grandes puissances, pour qui les petites sont de simples pions sur un échiquier. Jadis l'Allemagne, l'Autriche et la Russie dominaient les événements de la presqu'île, par dessus la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie. Maintenant l'Angleterre, la France et l'Italie ont pris leurs places en vertu des conventions secrètes qu'elles ont négociées avec Belgrade, Sofia, Athènes ou Bucarest. Seule la Turquie ne s'intéresse plus à ces péripéties sanglantes des Balkans, parce qu'elle regarde vers l'Asie et n'a plus sur notre Continent que le balcon de Constantinople. Mais ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni surtout la Russie Soviétique ne peuvent rester complètement indifférentes à l'affaire Macédonienne.

Quand les comitadjis ont opéré dans la région de Guevguéli et tenté d'opérer dans celle de Salonique, tous les Etats de l'Europe Sud-Orientale sont entrés en branle, et l'on conçoit aisément pourquoi. Traditionnellement, lorsque l'un d'eux a voulu attaquer tel d'entre les autres, il a commencé par expédier quelques bandes qui étaient chargées de provoquer des hostilités. Ce sont ces souvenirs qui pèsent encore sur les populations et sur les diplomates. Personne ne veut croire là-bas que les comitadjis puissent agir de leur propre initiative et sans puiser leur inspiration en quelque chancellerie.

Le premier soin des gouvernements Yougoslave et Grec dont les frontières avaient à subir quelques coups de main, a été de rendre responsable le gouvernement Bulgare. Avaient-ils tort? Leurs griefs étaient-ils forgés de toutes pièces? En sens inverse, si les comitadjis avaient assailli un village bulgare, le gouvernement de Liaptcheff aurait incriminé celui du royaume Serbo-Croate-Slovène et l'inculpation n'aurait sans doute pas été injuste. Des démarches ont été accomplies à Sofia par les agents de la Grèce et de la Yougoslavie. Démarches cordiales, d'après les uns, pressantes, d'après les autres. Ce qui est sûr, c'est que le calme est compromis, et il y a là un danger. Mais des coïncidences assez saisissantes incitent à croire que ce péril est encore plus grave qu'il ne semblerait à première vue.

Livrées à elles mêmes, la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie sont déjà autant de foyers d'incendie. Quel est le rôle de l'Italie? Lorsqu'on lit la presse Romaine, Mila-

naise, Turinoise, toute entière fasciste, on discerne qu'elle attache une exceptionnelle importance aux péripéties des Balkans. Des envoyés spéciaux ont été expédiés par elle non seulement dans les capitales, mais encore dans tous les centres quelque peu peuplés. Elle se montre sévère pour la Yougoslavie, moins sévère pour la Grèce, complaisante pour la Bulgarie.

Le gouvernement Bulgare est le soldat de l'Italie fasciste, comme il fut jadis celui des Empires Centraux. On doit supposer que politiquement et aussi financièrement il est soutenu par le cabinet de Rome. Celui-ci n'a pas à marchander son concours, car la collaboration de M. Liaptcheff lui est précieuse.

Elle vaut surtout pour lui à l'étape à laquelle on est exactement parvenu.

Réfléchissons bien. C'est à ce mois d'octobre qu'on a fixé l'ouverture des conversations directes entre Rome et Belgrade. Il s'agit d'un grave conflit qui, même lorsqu'il sommeille, ne se laisse pas oublier. La Yougoslavie reproche à Mussolini de vouloir placer les Balkans sous sa tutelle en attendant à l'indépendance des Etats de la presqu'île. Elle l'accuse d'avoir mis l'Albanie sous son protectorat par le traité fameux de Tirana qui, en quelque façon, a modifié le statut général de l'Europe du Sud Est. Elle l'accuse encore d'avoir multiplié les armements dissimulés sur la côte albanaise et à l'intérieur de l'Albanie et d'avoir fait d'Ahmed Zogou un simple préfet à sa solde. Le gouvernement Romain, de son côté, fait grief au cabinet de Belgrade de nourrir des ambitions impérialistes et de vouloir étendre son domaine jusqu'à l'Adriatique. Le conflit est inquiétant: il est probable que Rome et Belgrade ont également raison dans leurs imputations. L'Italie et la Yougoslavie avaient signé les accords de Nettuno: le parlement Serbe refuse de les ratifier. Par contre, le duc menace de soulever tout le problème du littoral Adriatique où sont enchevêtrées les populations italiennes et sudslaves. On conçoit quel intérêt il avait à se concilier la Bulgarie et quels intérêts il aurait à contrarier, à conjurer un rapprochement Bulgaro-Serbe dont il a été beaucoup parlé ces derniers temps. Ainsi s'expliqueraient les entreprises des comitadjis qui auraient reçu les ordres de M. Liaptcheff, comme celui-ci aurait reçu ceux du duc. Au moment où vont s'aboucher les diplomates italiens et yougoslaves, Mussolini cherche à exercer une pression sur Belgrade en agitant le péril de la revanche bulgare.

Tout ceci montre une fois de plus que l'ordre de choses actuel — si ordre il y a — est essentiellement précaire dans les Balkans et qu'un regroupement des puissances de la presqu'île, dans le stade présent, est chimérique, parce que ces puissances se suspectent l'une l'autre et subsistent des emprises étrangères.

On revient toujours à la même conclusion: la Fédération Balkanique, base de la paix.

Paul Louis

Les nations balkaniques ne s'entretuent certainement qu'obéissant à des instincts égoïstes. La conception purement individualiste de la patrie comme propriété personnelle du sol fait seule que les détenteurs du pouvoir et de la terre

s'affrontent dans les Balkans avec une haine féroce. Mais aussitôt que les peuples sentiront plus collectivement, ils verront bien vite l'absurdité de cette destruction réciproque.

Zdenek Nejedly

Mussolini, Liaptcheff, Protoguéroff. Les attentats en Macédoine

Dans ces dernières semaines la Macédoine sous joug serbe a été l'arène d'action isolées terroristes. Toute une série d'attentats y furent perpétrés: à Guevgueli, dans un hôtel; sur la ligne de la voie ferrée Scopje-Salonique, à côté de la gare de Oudovo où un train fut déraillé; à Kotchani, où des bombes ont été jetées; à Klissoura, près de la frontière serbo-bulgare, où des bombes ont été lancées dans de différents édifices d'Etat; à Bitolia, où un détachement de gendarmerie a été attaqué; à Chtip, où le général de brigade Kovatchévitch a été tué.

On a cru, au commencement, que ces actions terroristes étaient l'oeuvre du gouvernement serbe. Mais il a été établi bien vite qu'elles ont été celle de l'organisation de Protoguéroff-Mikhaïloff. Et ces derniers eux-mêmes se sont hâtés d'éclairer les gens non bien versés dans leurs affaires que ces actes avaient été leurs propres oeuvres. Craignant aussi que la «gloire» de leurs exploits ne soit attribuée à autrui, ces messieurs se sont également hâtés de déclarer que l'attentat de Ptchinia, perpétré au commencement de juin dernier et qui a causé tant de malheurs au peuple macédonien, avait également été leur oeuvre.

Les motifs officiels de ces attentats ont été allégués dans un communiqué de l'organisation de Protoguéroff-Mikhaïloff publié dans la presse de Sofia: après avoir relevé qu'en Macédoine sous joug serbe la terreur a été particulièrement renforcée dans le courant de cette année, que des paysans macédoniens y ont été arrêtés, maltraités et torturés dans différents villages, que des étudiants macédoniens et beaucoup d'autres personnes ont été arrêtés et cruellement battus en Yougoslavie et en Macédoine sous la Yougoslavie, cette organisation déclare dans ce communiqué que, répondant à la terreur par la terreur, quelques unes de ses «unités combattives» ont eu recours à ces actions parce que, dans cette partie de la Macédoine, toutes les voies légales de lutte — liberté de réunion, d'association, de presse, d'élections — avaient été barrées au peuple macédonien.

Ce sont là les motifs officiels de l'organisation de Protoguéroff-Mikhaïloff pour les attentats perpétrés par elle. Mais ces «éclaircissements» ne sont aucunement de nature à pouvoir être acceptés par des gens quelque peu au courant de ce qui se passe dans les Balkans et à leur faire accroire que cette organisation n'ait pas eu d'autres motifs pour perpétrer ces attentats. Pour toute personne s'occupant quelque peu et sans parti pris des affaires politiques des Balkans il est clair que c'est ailleurs qu'il faudrait chercher les véritables motifs de ces attentats. Car il est bien étrange d'entendre des paroles telles que: «puisque toutes les voies légales de lutte pour les Macédoniens sont barrées, l'organisation a répondu à la terreur par la terreur...» prononcées par une organisation dont les chefs sont entachés du sang de leur propre peuple, qui assassinent chaque jour les fils les plus dévoués et les plus honnêtes du peuple macédonien, qui accomplissent le rôle de bourreaux des paysans, ouvriers et intellectuels bulgares, qui soutiennent le régime atrocement tyrannique de la Ligue Militaire en Bulgarie.

Pour bien comprendre les véritables motifs des actions terroristes de l'organisation de Protoguéroff-Mikhaïloff, il faut examiner la situation actuelle dans les Balkans, le rôle des gouvernements actuels balkaniques, et celui qui jouent dans les Balkans les Etats impérialistes d'Occident.

*

Dans chaque Etat balkanique, c'est une dictature fasciste et militariste qui règne. Les gouvernements actuels balkaniques, sans exception aucune, sont tous d'accord quant aux méthodes de gouverner qu'ils appliquent à l'égard des ouvriers et des paysans et des peuples qu'ils ont subjugués. Ils appliquent les mesures les plus brutales, ils attentent à leurs propres lois toutes les fois qu'il s'agit d'empêcher les luttes de libération des classes et peuples opprimés dans les Balkans. Pour eux les notions de liberté de presse, de réunion, de parole, d'association, d'élections, sont choses relatives. Ils accordent cette liberté, et pleine et entière, aux partis et groupes seulement qui soutiennent leur régime, aux différents facteurs «responsables» et «irresponsables». Mais tout en étant parfaitement d'accord sur les mesures qu'eux tous appliquent envers les classes et peuples qu'ils oppriment, ils ont entre eux de violentes contradictions: contradictions résultant des aspirations de chacun de ces gouvernements — représentants des bourgeoisies de leurs

pays et expression de leurs tendances — d'étendre leurs influences sur un nombre plus grand d'habitants, d'agrandir leurs territoires, de ravir des contrées actuellement en possession du voisin, d'étendre leur exploitation sur d'autres contrées et sur d'autres peuples travailleurs encore, d'obtenir de plus grands profits pour la classe que chacun d'eux défend exclusivement.

Le gouvernement serbe, par exemple, aspire à étendre son pouvoir au sud, au sud-est, et au sud-ouest, c'est-à-dire vers Salonique, vers l'Albanie, et vers Kustendil et Petritch; le gouvernement bulgare, au sud, à l'ouest et au nord-est; le gouvernement grec, vers Petritch et la Thrace Orientale; et enfin le gouvernement roumain, vers Roussé et Varna.

Ces gouvernements, pour leurs politiques, cherchent des protecteurs, ou, plus exactement, des maîtres. Et ainsi, leurs politiques se trouvent subordonnées à celles des Etats impérialistes d'occident: l'Angleterre, la France et l'Italie, chacune de ces trois grandes puissances aspirant elle-même à renforcer sa propre influence dans les Balkans. La France fait pénétrer son influence dans la Péninsule par la Yougoslavie, et jusqu'à un certain degré par la Roumanie aussi. Ces derniers temps, elle essaie de faire choir l'influence anglaise et italienne en Bulgarie. L'Italie est maîtresse en Albanie et a une forte influence en Grèce et en Bulgarie. L'Angleterre soutient l'Italie, et parfois elle apparaît dans le rôle de conciliatrice entre les Etats balkaniques qui se trouvent sous l'influence des deux premières puissances impérialistes. Pour cette dernière, il est plus important de pouvoir y obtenir différentes concessions pour ses capitalistes, d'exploiter économiquement ces pays, et surtout de pouvoir les grouper — et c'est là actuellement son objectif principal — en un bloc contre l'Union Soviétique.

Mais l'Etat le plus intéressé dans les Balkans, c'est l'Italie. Et l'Italie voit en la Yougoslavie son antagoniste. Elle s'efforce de devenir maître absolu de l'Adriatique, d'annexer des territoires de la Dalmatie, de la Croatie, de la Slovénie. Et, en fin de compte, elle veut devenir le maître absolu de la Péninsule balkanique toute entière. Le premier pas, elle l'a déjà fait: elle a transformé l'Albanie en un Etat vassal. Et elle s'efforce maintenant d'étendre plus en avant encore sa pénétration dans les Balkans, de transformer en une colonie italienne toute la Péninsule. Actuellement, ce qu'elle convoite le plus, c'est la Macédoine sous joug serbe. Si l'Italie ne réussit pas à arracher la Macédoine à la Yougoslavie, elle s'efforce du moins à obliger cette dernière à lui faire des concessions la rapprochant du but qu'elle poursuit. Et c'est ici que l'on doit chercher principalement les véritables motifs des derniers attentats en Macédoine.

A l'appui des considérations que nous venons de développer, relevons l'attitude des Etats capitalistes d'occident à propos des événements qui se sont déroulés dernièrement en Macédoine. La presse de Mussolini prend entièrement parti pour Protoguéroff et Mikhaïloff. Cette presse défend avec ardeur les chefs autonomistes. L'organe de la bourgeoisie française et le porte-parole du Quai d'Orsay, «Le Temps», tout en se déclarant contre les attentats, se hâte d'ajouter que le gouvernement bulgare n'a aucune responsabilité des criminelles actions des comitadjis. Plus encore: pour «prouver» que le gouvernement bulgare est un «voisin loyal» de la Yougoslavie, «Le Temps» écrit que le fait qu'aux heures les plus critiques de la tension italo-yougoslave (pacte de Tirana) et du différend serbo-albanais (arrestation du drogman serbe Djourachkovitch), le gouvernement bulgare ne s'est pas départi un seul instant de l'attitude la plus loyale, qu'il n'a pas cherché à profiter de ces circonstances pour prendre quelque avantage sur l'Etat voisin, prouve bien que la Bulgarie n'entend en rien troubler la paix. L'attitude des diplomates français à Belgrade et à Sofia affirme la même chose. Ces diplomates profitent de ces événements pour travailler au renforcement de l'influence de leur gouvernement en Bulgarie. Le rôle de l'Angleterre dans ces événements est celui d'une conciliatrice entre la Bulgarie et la Yougoslavie. Ses représentants à Sofia et à Belgrade ainsi que la presse qui soutient le gouvernement conservateur exhortent aussi à la modération. Ils font tout leur possible pour que la situation dans les Balkans ne se complique pas, car l'Angleterre ne veut pas pour le moment qu'une guerre y éclate dans cette partie du continent européen.

*

Sur quels ordres, ou du moins quelles inspirations ces attentats en Macédoine sous joug serbe ont-ils été perpétrés? On connaît fort bien les liens étroits de Protoguéroff et Mikhaïloff avec le fascisme italien. Ces tristes sires se sentent chez eux en Italie. Leurs émissaires y agissent librement. Par l'Italie, ils passent dans le pachalik d'Ahmed Zogou, et de là en Macédoine du sud-ouest. Protoguéroff et Mikhaïloff y ont fait perpétrer ces attentats comme des agents du fascisme italien. Toutefois, il serait bien faux de supposer que ces attentats aient été perpétrés sans la connivence du gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie. Mussolini va profiter de ces attentats pour désorganiser la Yougoslavie, pour l'obliger à ratifier le traité de Nettuno, pour la contraindre à lui faire de nouvelles concessions. Mais ces attentats serviront à un même degré à Liapcheff et Bourouff aussi. Ils leur serviront à faciliter leur entente avec le gouvernement de Belgrade — entente qui sera conclue naturellement aux dépens des intérêts et idéals du peuple macédonien, comme toujours — ils leur serviront à leur faire conclure cette entente à des conditions plus favorables pour le fascisme bulgare. D'ailleurs, sans l'appui, ou du moins sans l'assentiment du gouvernement Liapcheff, — Protoguéroff et Mikhaïloff ne se seraient jamais décidés à entreprendre ces actions terroristes, car ils auraient risqué alors de perdre leur principale base d'action: la Bulgarie et le district de Petritch. Et en Macédoine sous joug serbe, ils ne peuvent pas se maintenir, car la population macédonienne toute entière non seulement est contre eux, mais elle lutte contre eux et les considère comme des agents de gouvernements étrangers. Il en est de même en Macédoine sous joug grec aussi.

Leur base dans le district de Petritch et en Bulgarie, Protoguéroff et Mikhaïloff ne l'ont que par l'appui du gouvernement bulgare. Cette base, ils ne la perdront point tant que la Ligue Militaire gouvernera en Bulgarie. Car la Ligue Militaire a besoin pour les buts de sa politique intérieure de ces deux personnages qui mettent à la disposition du gouvernement fasciste des malheureux Macédoniens comme des meurtriers physiques — Protoguéroff et Mikhaïloff en disposent de quelques dizaines — pour lutter contre les ouvriers et les paysans bulgares et macédoniens; car Protoguéroff et Ivan Mikhaïloff sont les meilleurs et les plus sûrs soutiens de la dictature fasciste en Bulgarie. Outre cela, le gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie peut à tout moment se servir de ces décapiteurs de Macédoniens dans sa politique à l'égard de la Serbie et de la Grèce. Voilà pourquoi, en dépit des assurances du cabinet de Sofia et spécialement du ministre Bourouff, faites au gouvernement yougoslave, que le gouvernement bulgare prendrait les mesures les plus « énergiques » pour empêcher que de tels incidents ne se répètent, pour empêcher ces agissements des comitadjis, ces derniers continueront leur activité traîtresse envers le peuple macédonien, car c'est ce que leur dictent les intérêts des fascistes italiens et bulgares.

Par quoi s'expriment en réalité ces « mesures énergiques » de Liapcheff-Volkoff-Bourouff? Elles consistent en la proclamation de l'état de siège dans les districts de Petritch et de Kustendil.

On sait ce que signifie la proclamation de l'état de siège en un point quelconque de la Bulgarie. Cela signifie livrer entièrement aux bourreaux de la Ligue Militaire les paysans, les ouvriers, les intellectuels, la jeunesse, ainsi que les militants macédoniens; cela signifie de nouvelles arrestations, de nouveaux assassinats de ceux qui ne soutiennent pas la dictature fasciste, de ceux qui essaient de lutter par des voies légales pour la constitution d'un gouvernement populaire en Bulgarie. Il n'y a pas longtemps, 15 paysans macédoniens disparaissaient « sans traces » dans le district de Petritch. Par la proclamation de l'état de siège, les disparitions « sans traces » augmenteront effroyablement, et pas un cheveu ne sera tondu des têtes des assassins des peuples macédonien et bulgare. Au contraire, sous le régime des officiers de la Ligue Militaire, avec lesquels Protoguéroff et Mikhaïloff entretiennent les meilleures relations, des relations de camarades d'une et même organisation, les crimes et sévices contre les populations de Petritch et Kustendil seront perpétrés d'une manière imperceptible pour le monde étranger.

*

Qui ces attentats servent-ils? Nous l'avons expliqué. Ils servent le fascisme et l'impérialisme italien et bulgare. Ils servent la réaction balkanique générale. Et ils servent aussi le chauvinisme et le militarisme serbe en lui fournis-

sant des prétextes pour renforcer la terreur dans la Macédoine sous son joug. C'est le peuple macédonien qui sentira dans son corps les balles des gendarmes serbes. La terreur est déjà renforcée en Macédoine sous joug serbe. En plusieurs endroits, l'état de siège a été proclamé. Les militaires y sont maîtres absolus. De nouveaux milliers de paysans, ouvriers, artisans et intellectuels macédoniens souffrent dans les prisons.

Mais Protoguéroff et Mikhaïloff se soucient fort peu de tout cela. Ils ne veulent rien savoir des souffrances du peuple macédonien, car ce peuple leur est étranger, et eux lui sont étrangers. Le peuple macédonien n'a rien de commun avec ces décapiteurs et agents étrangers, qui sont des traîtres à sa cause; il n'éprouve que de la répugnance pour eux; ils lui sont odieux. Aussi, Protoguéroff et Mikhaïloff n'ont point pu trouver sur les lieux mêmes des habitants se prêtant à commettre ces attentats: tous les gens qui les ont perpétrés ont été recrutés de l'extérieur. Et il est combien révoltant et dégoûtant de voir ces agents étrangers prétendre que ces actes ont été commis comme l'expression de la volonté du peuple macédonien lui-même!

Le régime en Macédoine sous joug serbe est lourd, insupportable. Les dirigeants serbes traitent ce pays comme une colonie étrangère, comme un pays conquis. Envers la population macédonienne, ils se permettent tout. Chaque jour s'y perpétrent des actes de terreur, des vols, des violences, des arrestations, des assassinats. La population macédonienne est privée de tous les droits culturels et nationaux, elle ne jouit d'aucune liberté politique ou civile, et par les conditions exceptionnelles dans lesquelles elle se trouve, elle traîne une existence économique misérable.

Aussi, le peuple macédonien se révolte-t-il et lutte contre le chauvinisme et l'impérialisme grand-serbe. Mais ce n'est pas par des actions terroristes isolées qu'il lutte ou songe même à lutter contre ce régime, car il sait que ce n'est pas de cette manière que peut être renversé le régime qui sévit actuellement dans le pays. Il sait encore que de telles actions ne feront qu'empirer sa situation, que les conséquences n'en seront que le renforcement de la terreur. Le peuple macédonien réprouverait ces actions même si elles étaient perpétrées non pas pour servir les intérêts des fascistes italiens et bulgares, mais comme des oeuvres de révolutionnaires honnêtes, car il sait que ce n'est pas par des attentats que la Macédoine pourrait être libérée. Par l'expérience de longues années, il sait que les actions terroristes isolées ne font que raffermir la tyrannie, que ces actions ne le mènent point vers la libération: au contraire, elles lui barrent la voie de sa lutte de libération. Son expérience l'en a définitivement convaincu, et l'expérience d'autres peuples lui a montré que ce ne sera que par la lutte révolutionnaire des masses et par la constitution d'un front unique des peuples et classes opprimés des Balkans qu'il pourra se libérer.

*

Ce n'est pas la première fois que des attentats se perpétrent en Macédoine, et ce ne sera également pas la dernière fois. Les Protoguéroff et Mikhaïloff ont choisi ce système de lutte car cela peut être exécuté par un contingent limité de gens, car cela est moins risqué pour eux-mêmes, et enfin car cela produit plus de fracas et peut être plus facilement exploité par leurs maîtres. Ce système de lutte, ils le pratiquent aussi pour pouvoir passer pour de véritables et hardis révolutionnaires aux yeux des gens inconscients et induits en erreur, très peu nombreux, qui les suivent encore. Enfin, par ce système de lutte Protoguéroff et Mikhaïloff servent la réaction balkanique et rendent la situation du peuple macédonien plus intolérable encore. Et malgré cela, ou plutôt à cause de cela, les fascistes macédoniens continueront à suivre cette tactique.

Les attentats cesseront en Macédoine lorsque les régimes réactionnaires et fascistes crouleront et lorsque s'y établira une autre situation dans laquelle le peuple macédonien sera entièrement maître de ses destinées.

Voilà pourquoi, la lutte contre les régimes fascistes et militaires existant dans les Balkans, s'impose! Une lutte hardie et intransigeante contre le chauvinisme et le militarisme serbe et grec, une lutte sans merci contre le fascisme et la dictature militaire bulgare dénonçant les vraies visées des impérialistes d'occident, dévoilant le rôle traître des fascistes macédoniens, lutte révolutionnaire des masses — voilà ce qui nous approchera du but que le peuple macédonien poursuit: la Macédoine Indépendante et la République Fédérative des Balkans.

Et alors il n'y aura plus d'attentats en Macédoine!

D. Vlahoff

Les autonomistes agents de Mussolini

Ces derniers temps, les autonomistes déploient en Serbie une activité croissante. Les attentats se succèdent. Le gouvernement de Belgrade, alarmé de la recrudescence des exploits de l'organisation présidée par le général Protoguéroff, a chargé son représentant à Sofia de faire des démarches énergiques auprès du gouvernement du Zgavor. Les comitadjis ayant choisi leur champ d'action également en Grèce, à Salonique, toujours contre la Serbie, le cabinet d'Athènes a donné des instructions au ministre de Grèce à Sofia d'attirer «la sérieuse attention du gouvernement bulgare sur les graves conséquences qui pourraient résulter de l'activité des »tchéta« sur le territoire hellène».

La presse européenne, de son côté, se fait l'écho de ces événements et souligne les effets désastreux que peut déchaîner la tension des rapports serbo-bulgares et gréco-bulgares.

On se demande et on cherche à s'expliquer les raisons de cette reprise de l'activité des bandes. Quel est l'objectif que veulent atteindre les meneurs des autonomistes? Ils savent, mieux que personne, que les attentats sur les voies ferrées, ou contre des édifices, les rencontres sanglantes avec les forces armées, serbes ou grecques, ne peuvent en rien améliorer la situation des malheureux Macédoniens qui gémissent sous le joug serbe ou grec. Au contraire, en déchaînant la réaction, cette activité empire davantage le sort des populations laborieuses et paisibles dont les autonomistes prétendent défendre les intérêts.

L'histoire de l'activité des bandes est là pour démontrer cette vérité aveuglante.

Et alors, nous nous demandons: quel est le motif qui pousse les instruments de Protoguéroff et de Liaptcheff à cette nouvelle activité retentissante contre la Serbie. Espèrent-ils, comme ils l'espéraient dans le temps lorsque la Macédoine se trouvait sous le despotisme des Sultans, provoquer l'intervention de »l'Europe chrétienne et civilisée«? Non, car ils n'ignorent pas que la Yougoslavie n'est pas la Turquie des Sultans en ce sens qu'il n'existe pas de traités qui puissent autoriser l'impérialisme européen à s'immiscer dans les affaires serbes. Et puis, d'ailleurs, les autonomistes ne doivent pas nourrir, après la guerre générale qui a démasqué »l'Europe chrétienne et civilisée«, des illusions sur la »générosité« des puissances de proie. Dans ce cas, nous répétons: où faut-il chercher le secret de cette activité des bandes?

On sait que les chefs de l'organisation des autonomistes macédoniens ont eu, au cours de cette année, des entrevues avec Mussolini à Rome. Mussolini, qui veut faire de tout bois flèche, a prodigué des promesses à Protoguéroff et à ses acolytes, de soutenir la cause macédonienne contre la Yougoslavie. Mussolini, qui est à la veille de traiter avec Belgrade des questions en suspens, pousse les autonomistes à cette activité terroriste dans le but de susciter le plus de difficultés possibles à son adversaire et l'obliger à capituler devant ses exigences.

L'organisation macédonienne fasciste a accepté, de gaité de coeur, de se faire l'agent de Mussolini, d'abord par affinité, et ensuite par la haine aveugle contre le gouvernement de Belgrade.

Nous n'avons pas besoin de dire les sentiments qui nous animent vis-à-vis du gouvernement militariste, nationaliste et impérialiste de Belgrade, dont nous ne cessons de dénoncer et flétrir les actes de violence contre les Macédoniens et les autres minorités ethniques, ainsi qu'en général contre la classe travailleuse de la Yougoslavie. Mais nous croyons de notre devoir de nous élever, dans l'intérêt même de la cause macédonienne, contre les meneurs de l'organisation des autonomistes qui se font sans distinction les complices des gouvernements de Belgrade, d'Athènes, de Sofia et de Rome pour écraser le peuple macédonien.

Dans tout cela, une chose est claire: qu'ils soient les agents des fascistes de Rome, de Sofia ou d'ailleurs, ils viennent aggraver, par leur folle et criminelle entreprise, la situation déjà suffisamment pénible des masses travailleuses qui se trouvent sous la botte sanglante du militarisme serbe.

Jusqu'à quand ces traîtres continueront-ils à jouer impunément avec les destinées du peuple martyr?

Est-ce que ceux qui les suivent encore ne se réveilleront pas enfin et, abattant leurs mains sur le collet de leurs meneurs, ne leur demanderont pas compte d'une activité qui cause la ruine du peuple macédonien et, par conséquent, est un crime contre son existence et sa libération?

Les Protoguéroff, les Mikhaïloff sont les pires ennemis des masses laborieuses macédoniennes, car si les tyrans serbes et grecs agissent ouvertement, sans masque, les chefs de l'ORIM se présentent à eux sous un masque d'ami et de défenseur.

N. Kalinka

L'argument suprême de Protoguéroff-Mikhaïloff

Un procès vient de se dérouler à Vienne qui a étalé encore une fois devant le public de notre ville les tristes péripéties des agissements de Macédoniens qui, sous une patine révolutionnaire, perpétrent, pour leurs profits et avantages personnels, les plus grands crimes contre l'oeuvre révolutionnaire macédonienne de libération. Un Macédonien, un certain Boris Procheff, avait tiré il y a dix mois une douzaine ou une quinzaine de coups de revolver contre deux autres Macédoniens, Dr. Athanassoff et Slavé Ivanoff. Il ne les a pas atteints. Une pauvre femme de ménage a été blessée par l'une des balles. Nous avons relaté cet attentat en son temps. Procheff a été condamné à trois ans et demi de prison. Et ainsi, comme un simple fait divers, l'affaire serait close.

Mais, lors des débats, on a revécu toutes les horreurs et la tristesse de cette »action« que dirigent Protoguéroff et Mikhaïloff et leurs bandes.

Les Protoguéroff ont été démasqués comme une bande ordinaire de mercenaires contre-révolutionnaires dont toute l'»activité révolutionnaire« consiste à forger des attentats et à assassiner des milliers de fils du peuple macédonien. Au tribunal, l'avocat d'Athanassoff et d'Ivanoff a présenté la liste funèbre, publiée dans le »Makedonsko Delo« et que la »Fédération Balkanique« a reproduite. D'une partie des milliers de Macédoniens assassinés par les autonomistes, ce qui a produit une profonde impression sur les juges et sur l'auditoire. Puis, ce même avocat a tendu aux juges le livre: »Les traîtres à la cause macédonienne« que l'ORIM UNIFIÉE a publié, en leur disant: »Lisez, Messieurs les juges, ce livre, et vos cheveux se dresseront sur vos têtes en voyant les forfaits commis par cette bande de Protoguéroff qui exploite le nom de Macédonien et l'oeuvre macédonienne«.

Il a été établi que Procheff n'était qu'un sbire envoyé par ces tristes sires pour tuer; et le public viennois a vu encore une fois, sans plus s'étonner, qu'il y a des Macédoniens qui s'acharnent contre leur propre peuple.

C'est là le fait autant ignoble et criminel qu'irréfutable: il y a des Macédoniens qui s'acharnent contre leur propre peuple, et ce rien que pour essayer, par le meurtre, par la félonie, de se maintenir sur les positions qu'ils ont conquises par usurpation. L'ORIM, l'ancienne ORIM, cette belle oeuvre du mouvement macédonien de libération, l'ORIM de Gotsé Deltcheff, de Grouéff, de Sandansky, après la mort des héros ses fondateurs et dirigeants, a été envahie par des gens payés par le gouvernement bulgare, et ces gens, dans leur appétit au gain et aux »honneurs«, ont exploité, l'aurole dont était entourée l'ancienne ORIM. Ils en ont usurpé le nom. Et c'est sous le nom de l'ORIM que la bande de Protoguéroff et Mikhaïloff à la solde du gouvernement bulgare, perpète aujourd'hui ses crimes contre l'oeuvre de libération macédonienne, essaie d'étouffer l'oeuvre révolutionnaire macédonienne de libération, s'acharne sur le peuple macédonien, veut tuer les militants du mouvement macédonien de libération.

Au procès de Procheff, il a été établi que cet individu avait été chargé de la mission de tuer Dimitri Vlahoff. Procheff, danseur de profession, »professeur de chorégraphie«, ainsi qu'il s'était intitulé, voyant que sa profession était par trop peu lucrative, s'aboucha à la bande, se fit remettre de l'argent, et reçut l'ordre de supprimer Vlahoff. Pendant plus de cinq mois, il ne put remplir sa mission. A Sofia, on s'impatientait. On en voulait avoir pour son argent. Alors, on lui dépêcha l'ordre, faute de pouvoir supprimer Vlahoff, de tuer »de la marchandise de qualité inférieure«, mais alors »au moins deux« (textuel). Entre-temps, Procheff était entré en relations avec Slavé Ivanoff, un sien cousin. Slavé Ivanoff demeurait avec le Dr. Athanassoff. Tous les deux avaient eu, il y a quelques années, des rapports avec le nouveau mouvement macédonien de libération, rapports qui, cependant, avaient depuis longtemps cessé. Il est à présumer, toutefois, que Slavé Ivanoff a parlé de ces rapports à Procheff comme encore existants. A la barre du tribunal aussi, Ivanoff et Athanassoff, nous ne savons sur quelle base, proclamèrent hautement être des leaders, voire même des fondateurs du nouveau mouvement macédonien de libération, de l'ORIM UNIFIÉE. Si donc Slavé

Ivanoff, dans ses fréquentes entrevues avec son cousin Boris Procheff, lui a tenu le même langage que celui qu'il a jugé bon de tenir à la barre du tribunal, en se donnant pour un militant actif et un leader du nouveau mouvement macédonien de libération, de cette exécration ORIM UNIFIÉE que Protoguéroff et Mikhaïloff voudraient anéantir et annihiler, si Slavé Ivanoff s'est vanté à Procheff, ainsi qu'il l'a fait au tribunal, d'être presque l'un des piliers de l'ORIM UNIFIÉE, quoi d'étonnant si Procheff, non au courant des affaires intérieures de l'ORIM UNIFIÉE, ait ajouté foi aux dires de Slavé Ivanoff, et quoi d'étonnant si, ne pouvant exécuter l'ordre de Protoguéroff-Mikhaïloff de tuer Vlakhoff, craignant, d'autre part, de rentrer bredouille à Sofia, il ait pensé profiter de l'occasion de ses relations avec Slavé Ivanoff pour remplir le second ordre d'en-cas, l'ordre, au cas échéant, d'acheter au moins de la marchandise de qualité inférieure; mais de deux caisses? Car, pour Procheff, Slavé Ivanoff et le Dr. Athanasoff étaient aussi des militants et leaders de l'ORIM UNIFIÉE. Et Procheff de tirer des coups de revolvers contre Slavé Ivanoff et le Dr. Athanasoff, contre ces deux Macédoniens qu'il tenait pour des militants révolutionnaires macédoniens de l'ORIM UNIFIÉE. Fort heureusement, les balles de Procheff ne les atteignirent pas.

Procheff a été condamné. Et le peuple macédonien a dû encore une fois subir cette triste humiliation de faire constater par un tribunal d'un pays civilisé que des émissaires macédoniens parcouraient l'Europe, des sbires, des condottieri, avec dans leur poche, l'ordre de tuer. De tuer les personnes qui, par la parole ou la plume, démasquent les agissements criminels des Protoguéroff et Mikhaïloff. Ces émissaires ont l'ordre de tuer coûte que coûte des militants macédoniens. Ce sont ces agissements criminels qui constituent l'action la plus néfaste contre l'oeuvre de libération du peuple macédonien.

La sentence prononcée contre Procheff a été la sentence de la démocratie européenne et de l'opinion publique à l'étranger contre les agissements des Protoguéroff et Mikhaïloff. Toute l'opinion publique, toute la presse de l'Europe a condamné les méthodes de ces saboteurs de l'oeuvre macédonienne de libération. Il ne faut cependant pas s'arrêter de dénoncer et de flétrir ces agissements. Il faut continuer à démasquer ces traîtres et à les présenter sous leur vrai physionomie. C'est ce qui se fait toujours dans les colonnes de ce journal, et c'est ce que tous les amis de la cause macédonienne doivent continuer à faire jusqu'à ce que ces traîtres soient mis dans l'impossibilité de continuer à entraver l'oeuvre macédonienne de libération.

Louis Mesnard.

Tendances et démonstrations séparatistes dans les provinces occupées de la Roumanie

La Roumanie est un pays de nationalités, — c'est une vérité qui reste, malgré que la censure de Bucarest s'efforce d'en étouffer l'affirmation dans la presse de Roumanie. 5 millions, de 17 millions d'habitants, sont d'autre nationalité que celle roumaine. Et la plupart de ces plus de 30 pour cent d'habitants de nationalité non-roumaine habitent en des masses plus ou moins compactes les parties périphériques du pays. Quoi d'étonnant alors que, dans le sein de ces populations minoritaires, étant donné le régime d'oppression nationale auquel elles sont soumises dans tous les domaines, des tendances et des mouvements séparatistes existent et se développent. Le grand péril est que ces tendances séparatistes peuvent prendre des cours favorables à la réaction et au chauvinisme, si un mouvement national-révolutionnaire ne sait pas les capter et les canaliser sur des voies saines. Ainsi, la population hongroise de Transylvanie, pour ne donner qu'un exemple, peut être tentée à mettre ses espérances en la Hongrie horthyiste, puisque la population roumaine elle-même de cette province est de plus en plus unanime à affirmer que «sous les Hongrois les choses allaient mieux que sous la domination de l'arbitraire et du bon-plaisir oligarchique roumains».

Mais ce qui est caractéristique pour la Roumanie, ce ne sont pas les tendances séparatistes au sein des populations minoritaires; ce sont — phénomène spécifique pour la «Grande-Roumanie» — les tendances séparatistes nées et développées au sein de la population roumaine elle-même des différentes provinces «libérées».

La tendance séparatiste la plus développée et la plus caractérisée de cette nature, est celle de la Bessarabie. La population de «race roumaine» elle-même, dans cette malheureuse province subjuguée par l'oligarchie financière-féo-

dale de Bucarest, maudit l'heure de sa «libération» par les «frères» du Vieux-Royaume. Elle aspire à secouer la domination roumaine, et elle-même, cette population de Bessarabie considérée comme roumaine, se considère et se sent comme étant d'autre nationalité. Ainsi, le journal national-tsaraniste «România» rapporte dernièrement le fait suivant, caractéristique dans le sens de nos affirmations: «La population bessarabienne désigne les habitants de l'Ancien-Royaume du nom de «Romasky», tandis que les Bessarabiens entre eux s'appellent Moldaves...», nom que porte la République Soviétique Autonome d'au-delà le Dniestre. Mais la réalité est plus claire encore que ne le trahit le journal national-tsaraniste: le point central vers lequel gravite la population bessarabienne n'est pas Bucarest, naturellement; mais il n'est pas non plus Kichineff; la population bessarabienne gravite vers la République Moldave d'au-delà le Dniestre.

Quoique moins caractérisée et développée, la tendance séparatiste dans le sein de la population «roumaine» de Transylvanie ne doit et ne peut non plus être ignorée. Particulièrement dans les derniers temps des tendances de cette nature y ont pris des formes de plus en plus accentuées. Ainsi dans le journal transylvain «Foia Poporului», qui paraît à Sibiu (Hermannstadt) depuis 1892 et compte un passé remarquable de luttes nationales sous et contre le joug de la domination hongroise, donc un journal dont le patriotisme ne peut être mis en doute, écrit dans son numéro du 4 septembre, entre autres:

«Tant de frères roumains de notre département, où cependant les illégalités ne furent pas les plus ignobles, ainsi que d'autres départements où les vols (des urnes) et les dénis de justice furent beaucoup plus grands, demandent sans cesse: Est-il possible que tout cela reste impuni? Est-il possible que ces élections ne soient pas annulées? Est-ce que nous ne pouvons pas nous adresser à la Société des Nations? Ne peut-on pas demander l'autonomie pour la Transylvanie et le Banat?»

Ce mouvement autonomiste-séparatiste est considérablement puissant dans toutes les couches sociales de cette province, mais il est à peu près général parmi la population paysanne de la Transylvanie et du Banat. Bien entendu, les cercles officiels cherchent à l'ignorer, mais le malheur des bourreaux de Bucarest est qu'un tel mouvement ne se laisse pas, lui, ignorer. En dehors des manifestations de presse comme celle que nous venons de citer et que la presse réactionnaire de Bucarest pense liquider en la taxant de... «bizarreries destinées à l'étude des neurologues» («Universul» du 25 sept.), la paysannerie transylvaine démontre d'une manière concrète, à chaque occasion, avec vigueur et courage, ses aspirations anti-roumaines et séparatistes. Ainsi, à l'occasion de certaines «esquisses de mobilisation» exécutées en Transylvanie par l'armée roumaine récemment, la population transylvaine a saboté d'une manière démonstrative toute mesure prise par les autorités militaires et civiles. Même le journal réactionnaire du général Averesco l'«Indreptarea», a dû reconnaître dans son numéro du 3 octobre que «la réponse de la population des nouveaux territoires a été, qu'elle ne veut pas donner son concours à une armée que la politique a placée au service du Parti Libéral... Si un paysan, un pope, un maître d'école rencontre un Juif qui a habité 20-30 années son village, quoiqu'il l'ait exploité, en le revoyant il lui parle sincèrement à coeur ouvert; mais sitôt qu'un «Regaisean» (Roumain de l'Ancien-Royaume) s'approche d'eux, le Transylvain lui dit: prend garde, un Tsigane s'approche.»

La vérité est que le paysan transylvain a refusé toute aide à la mobilisation de l'armée, non pas parce que les libéraux ont placé l'armée à leur service, mais parce que le paysan transylvain ne veut pas donner de l'aide à une armée qu'il considère comme étant d'un Etat étranger, d'un envahisseur. Et comment ne pas considérer l'Etat roumain comme un Etat étranger et oppresseur, quand on est soumis à un régime de pays conquis, ainsi que le prouve aussi le fait suivant, que l'«Adeverul» du 6 oct. signale avec indignation:

«Les préfets, les sous-préfets et les notaires entendent exécuter les ordres du centre (de lever des contributions pour les constructions scolaires, I. M.) d'après un procédé usité seulement par les administrations ad-hoc dans les territoires occupés par des troupes ennemies: dicter un tribut à court délai, dans les limites d'un chiffre fixé d'après des calculations arbitraires. Tel notaire annonce au village qu'il administre, qu'il faut lever dans un délai de 10 ou 15 jours la somme de 500, 600 ou 800 mille leis. Ordre bref et catégorique, qu'il faut exécuter sans mot souffler. On comprend aisément les suites d'un tel procédé d'administration militaire.»

C'est en vain que les cliques dominantes de Bucarest essayent de rendre responsables de ces tendances et démonstrations séparatistes de la paysannerie transylvaine les chefs nationaux-tsaranistes. Il est vrai que dans les rangs des dirigeants et des intellectuels transylvains nationalistes la désillusion de la «libération» est bien grande. Les intellectuels transylvains opprimés par la domination hongroise avaient été jadis invités par les agents des Habsbourg à accepter l'idée d'une union de tous les Roumains (de l'ancienne Roumanie aussi) dans les frontières d'une «Groß-Oesterreich» sous le sceptre des Habsbourg, mais les intellectuels ont résisté à cette tentation, quoiqu'ils auraient joué dans cette «Grande Autriche» un rôle plus grand qu'ils n'espéraient jouer dans la Roumanie d'aujourd'hui, après la «libération». Mais aujourd'hui, quand ils ont appris à connaître ce que signifie la domination de l'oligarchie bratianiste sur la «Grande Roumanie libérée», il ne serait pas étonnant si, parmi les intellectuels transylvains aussi, la grande et amère désillusion menait à l'éveil de regrets pour la «Groß-Oesterreich», à l'éveil de tendances autonomistes-séparatistes. Il faut retenir pourtant que, pour le moment, entre les désillusions des chefs nationaux et entre les tendances et démonstrations séparatistes des paysans transylvains, il n'y a pas une liaison causale. Le mouvement séparatiste des paysans transylvains porte un caractère nettement révolutionnaire, tandis que les chefs nationaux-tsaranistes de Transylvanie ne font dans le meilleur des cas qu'esquisser des gestes «régionalistes» pour apeurer et chantage l'oligarchie et la forcer à faire des concessions plus grandes à la bourgeoisie transylvaine dans le cadre de la Grande-Roumanie opprimeuse de nationalités.

Il ne faut pourtant pas oublier que les chefs nationaux-tsaranistes de Transylvanie se trouvent aussi sous la pression des masses, et ça et là ils sont bien forcés de donner aux masses révoltées la possibilité de «respirer». Ce n'est pas sans fondements que ces chefs, chaque fois que l'oligarchie les accuse d'être des «révolutionnaires», répondent, en se défendant, que «si nous (chefs nationaux-tsaranistes) n'existions pas, vous (oligarchie) devriez nous créer, car nous sommes la seule garantie que le bouillonnement des masses ne monte jusqu'à faire exploser la chaudière de la Grande-Roumanie. Nous en sommes la soupape de sûreté».

Les chefs nationaux-tsaranistes doivent donc donner de temps en temps aux masses la possibilité de «respirer». C'est ainsi qu'en ce moment où le bouillonnement au sein de la paysannerie transylvaine a pris des proportions inquiétantes pour eux, nous les voyons se préparer à donner à ce bouillonnement menaçant une ouverture de sortie non dangereuse: les chefs nationaux-tsaranistes préparent la convocation d'une grande démonstration à Alba-Julia.

Cette localité, située au centre de la Transylvanie, est le lieu historique où, en 1918, a été votée l'«union» avec la Roumanie sur la base d'un pacte démocratique que les représentants du gouvernement roumain et du roi ont juré de respecter. Aujourd'hui, que dix ans se seront écoulés depuis cet acte mémorable et depuis le parjure de l'oligarchie roumaine, l'assemblée démonstrative de Alba-Julia projetée prend aux yeux de l'oligarchie des proportions inquiétantes. Les chefs nationaux-tsaranistes ne voient dans la démonstration qu'un moyen de chantage l'oligarchie, mais l'oligarchie connaît l'océan de révolte qui gronde dans le fond des couches populaires et elle sait qu'une démonstration pareille prendra aux yeux et dans la conscience des masses paysannes un sens tout-à-fait autre que celui imaginé par les chefs nationaux-tsaranistes. C'est pour cela que les cliques oligarchiques de Bucarest font tout leur possible pour empêcher la démonstration.

Que la démonstration de Alba-Julia soit ou ne soit pas empêchée, une chose est claire: même les chefs nationaux-tsaranistes, qui se placent sur le point de vue de la Grande-Roumanie telle qu'elle est, et qui sont prêts à un compromis et à une entente avec l'oligarchie roumaine, même eux sont forcés de mettre sur le tapis la question de la violation des pactes d'union (de Alba-Julia, Cernovitz et Kichineff) et de la violation du serment prêté par Bucarest il y a dix ans. Il y a ici une preuve que le mouvement séparatiste et autonomiste de la paysannerie des «nouvelles» provinces a pris de telles proportions, qu'on ne peut plus l'ignorer.

Il est du devoir des combattants honnêtes des ouvriers et des paysans d'empêcher que ce mouvement splendide ne devienne un moyen de chantage pour des intérêts ignobles entre les mains des politiciens nationaux-tsaranistes, et de diriger les tendances des masses paysannes des provinces en question sur la voie d'un mouvement national-révolutionnaire marchant main-en-main avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs.

I. Mateescu

Les élections de la Skouptchina et la question nationale

Dans les Balkans où depuis longtemps déjà le parlementarisme a fait faillite, les élections de la Skouptchina ne reflètent point les rapports des différentes forces sociales, pas plus qu'elles ne constituent un moyen par lequel les classes, les partis et les organisations peuvent compter leurs adhérents. Les élections de la Skouptchina ne décident pas non plus à quel parti le pouvoir devra dorénavant appartenir. En Yougoslavie où la campagne électorale est menée sous le zodiaque de la féroce dictature de la crosse de fusil et de la matraque, les élections de la Skouptchina ne sont qu'un masque pour voiler le fascisme, pour justifier la politique des cliques monarcho-militaristes de la «Main Blanche». Ce que ces facteurs irresponsables de la cour ont décidé, doit être exécuté. Les gens de la «Main Blanche» avaient décidé qu'aux élections, Voukitchévitch-Marinkovitch devaient obtenir le gouvernement. Pour atteindre ce but, tous les moyens de la sanguinaire terreur blanche furent employés: défense et empêchement des réunions de l'opposition, arrestations, bastonnades, assassinats des adversaires politiques, transversement des boules électorales des urnes de l'opposition dans celles du gouvernement, etc. etc.

Si même les élections de la Skouptchina du 11 septembre dernier ne nous donnent pas un miroir des forces sociales qui mènent les uns contre les autres une lutte acharnée, elles peuvent nous fournir toutefois quelques intéressants enseignements. Tout d'abord, ces élections nous montrent que les partis serbes des gens aisés — le parti radical et le parti démocrate — ont gagné la majorité, et qu'ils continueront à garder cette majorité aussi longtemps que la puissance sera entre leurs mains, que la police, les tribunaux, les banques et les autres organes de l'appareil étatique seront à leur disposition. La majorité, ce sont donc ces partis riches qui l'ont, ces partis qui pratiquent la politique de l'oppression nationale et qui, par la constitution de Vidovdan, ont transformé la Yougoslavie en une prison des nations opprimées.

Quoique aux élections actuelles ce furent les partis serbes riches qui obtinrent la majorité, il faut remarquer que l'un d'entre eux — le parti radical — en comparaison avec les élections de février 1925, a perdu environ 129.000 voix, c'est-à-dire que le village serbe n'a plus de confiance en le parti radical panserbe. La paysannerie serbe commence à sentir sur son propre corps qu'un peuple qui opprime des peuples étrangers ne peut pas être libre lui-même. Aussi, le paysan serbe commence-t-il à quitter le parti radical qui, par sa politique barbare d'oppression nationale, non seulement n'a pas résolu la question nationale en Yougoslavie, mais a aggravé au contraire la crise d'Etat, augmenté les impôts, aggravé la crise de l'agriculture et a créé ainsi une situation de désolation dans le village serbe. La paysannerie serbe a donc tourné le dos au parti radical, et se dirige petit à petit vers l'Union Paysanne.

Les élections de la Skouptchina du 11 septembre dernier ont démontré que l'influence de Raditch aussi a diminué dans le village croate. Raditch a trahi la lutte croate de libération. Il a trompé les masses paysannes croates. Il a cessé de lutter pour la république paysanne croate, pour une Croatie autonome et indépendante. Il a honteusement renoncé à la lutte pour le droit d'autodétermination de tous les peuples de la Yougoslavie. Aussi, et depuis les élections de février 1925, Raditch a perdu 170.000 voix. Raditch est devenu un soutien de la monarchie. Le front uni national en Croatie, créé sous la guidance de Raditch, s'est écroulé. Les masses paysannes croates sont déçues en Raditch et quittent son parti pour se diriger petit à petit vers le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans, le combattant courageux et conséquent pour le droit d'autodétermination des peuples jusqu'à leur détachement définitif, le combattant pour le partage des grandes propriétés aux paysans, sans indemnisation aucune.

Le parti populaire slovène (Koročetz), quoiqu'il ait pu maintenir ses positions en Slovénie lors de ces élections, a perdu la ville de Ljubljana, le centre politique et culturel de la Slovénie. Ceci prouve qu'en Slovénie aussi le front uni national, formé sous la guidance de Koročetz dans la lutte pour l'autonomie de la Slovénie, commence à s'ébranler. Koročetz s'étant lui aussi entendu avec les partis serbes riches pour entrer dans le gouvernement, et ayant ainsi abandonné l'autonomie de la Slovénie, son parti subira le même sort que celui de Raditch. En ce qui concerne le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans, il s'est présenté pour la première fois uni partout où cela a

été possible dans le pays, avec une plate-forme indépendante. *) Le Bloc Républicain des ouvriers et paysans obtint son meilleur succès en Croatie (12.606 voix), puis en Slovénie (9.061 voix), en Vojvodine (8.172 voix), en Serbie (5.351 voix), en Dalmatie (4.595 voix), au Monténégro (2.096 voix) et en Bosnie (985 voix). En somme, le Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans a obtenu environ 43.000 voix. Ce succès est particulièrement remarquable en le comparant avec les résultats des élections de février 1925, où le Parti Ouvrier Indépendant, allié avec la paysannerie, n'avait reçu que 18.439 voix. Il faut relever ici que la plate-forme du Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans, où le mot d'ordre de l'autodétermination des peuples occupe la première place, a obtenu la plus grande augmentation de voix précisément dans les provinces où l'oppression nationale sévit le plus brutalement et où les masses paysannes commencent à perdre leur confiance en leurs anciens leaders (Raditch-Korochezt) et à se libérer de leur influence.

Après les élections de la Skouptchina, ce fut le gouvernement même d'avant les élections qui garda le pouvoir: c. à d. l'alliance des partis riches avec le parti musulman de Spaho. Cette alliance s'élargit récemment par l'entrée dans le gouvernement du parti populaire slovène (Korochezt). Les partis riches serbes se sont entendus avec les partis riches musulmans et slovènes. Naturellement, cette alliance s'est faite aux dépens des travailleurs, aux dépens des paysans, des ouvriers, et aux dépens des nations opprimées de la Yougoslavie. Ce pacte ne peut signifier ni la solution de la question nationale, ni celle de la crise d'Etat en Yougoslavie.

Des questions aussi importantes que la question nationale et la question agraire ne peuvent être résolues par des boules en caoutchouc. Les capitalistes de Spaho et les partis des banquiers ont prouvé qu'ils ne sont pas en état de résoudre la question nationale. La question nationale et la question agraire ne peuvent pas être résolues par la révision de la constitution. Elles ne peuvent être résolues que par la révolution, c'est-à-dire par la chute des capitalistes et des banquiers, par l'institution de la puissance des ouvriers et paysans. C'est cette force seulement qui sera en état de créer la Fédération Balkanique des Républiques des Ouvriers et Paysans, qui saura résoudre définitivement les questions nationales agraires dans les Balkans et libérera la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, les Spaho et les capitalistes de la Serbie, de la Bosnie et la Slovénie, se sont entendus, se sont unis; ils voudront attirer dans leur Union les autres nationalités riches aussi — les Croates, les Allemands et les Hongrois — pour pouvoir combattre plus facilement les ouvriers et les paysans de toutes les nationalités. Par leur politique impérialiste et d'oppression, ils pousseront toujours davantage les masses paysannes et les nations opprimées à la lutte contre le capitalisme, et ainsi ils feront de ces masses et nations des alliées de la classe ouvrière. Ces élections ont démontré que les ouvriers, les paysans et les nations opprimées peuvent former un front uni pour le secours mutuel, pour la lutte commune. Elles nous ont montré clairement la grande importance politique de cette forte alliance commune du mouvement ouvrier révolutionnaire, du mouvement paysan et du mouvement de libération des nationalités opprimées. Fortifier et élargir cette union commune, c'est là notre devoir le plus important et le plus immédiat. Cette solide et forte alliance des ouvriers, des paysans et des nations opprimées ne doit pas se montrer et se faire sentir seulement pendant les élections de la Skouptchina. Elle doit être continuée, fortifiée et élargie dans la lutte contre les nouveaux impôts, contre les dangers d'une nouvelle guerre, et contre la politique de la clique militariste et de la cour de Belgrade.

M. Choumenkovitch

Paix entre les peuples!

Il est tout-à-fait symbolique que la capitale du roi Boris, le tueur des Bulgares, a été choisie cette année pour deux conférences d'organisations internationales qui poursuivent le but d'apporter au monde le rameau de la paix: la section balkanique de l'Union Mondiale pour la Paix par les Eglises, et la Ligue pour la Société des Nations.

L'Union pour la Paix par les Eglises était représentée

*) En beaucoup d'endroits de la Bosnie et de la Macédoine, la police a empêché par la force brutale l'entrée des représentants du Bloc Républicain des Ouvriers et Paysans dans le bâtiment du tribunal pour présenter leurs listes. Ainsi par ex., à Serajévo, tous les porteurs des listes furent arrêtés devant l'édifice du tribunal. En Macédoine il fut rendu physiquement impossible aux Raditchiens aussi de présenter leurs listes au tribunal.

par des ecclésiastiques balkaniques et des théologiens, qui ont tous proclamé unanimement la nécessité de la paix par l'union des Eglises. Des sermons ont été prononcés, l'esprit de la paix et de la conciliation entre les peuples a été recommandé — et cependant, ces mêmes ecclésiastiques qui ont prononcé de si belles paroles sont toujours les premiers pour approuver tous les jours les actions de terreur de leurs gouvernements respectifs. Ce sont ces mêmes ecclésiastiques qui ont béni les armes des deux camps des belligérants balkaniques, qui les ont exhorté à s'entredéchirer, et aujourd'hui encore, lorsque tous les peuples travailleurs balkaniques, les ouvriers, les paysans, les intellectuels de tous les Balkans, souffrent atrocement sous les dictatures militaires des réactions les plus barbares, ce sont eux qui portent toujours leur bénédiction à l'oeuvre des potentats. Et ces gens osent parler de paix et de fraternité, eux qui bénissent les assassins des peuples travailleurs balkaniques! Vraiment, pour de telles hypocrisies révoltantes ils n'auraient pas pu choisir un meilleur cadre que celui du siège de Boris et du Zgovor.

Cette même capitale des fascistes bulgare a été également choisie pour les assises de la Ligue pour la S. D. N. Une quarantaine de pays y avaient envoyé des délégués. Cette Ligue qui avait été créée pour seconder l'oeuvre de la S. D. N. a été jusqu'ici aussi stérile que la S. D. N. elle-même. Elle n'a fait pour écarter les différends entre les peuples rien d'autre que ce qu'a fait la S. D. N. elle-même, c'est-à-dire: rien, absolument rien. De beaux discours, des vœux, des compliments — on vient d'en entendre de nouveau en quantités à Sofia. Résultat: néant.

Parmi les délégués à la Conférence de cette Ligue se trouvait aussi l'honorable professeur Alphonse Aulard. Dans un discours prononcé à une réunion convoquée par la Ligue bulgare des Droits de l'Homme, l'éminent Vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme a prononcé quelques phrases qui n'étaient pas de nature à être agréable aux fascistes bulgares. Après avoir déclaré parler comme un sincère ami des Bulgares, M. Aulard a relevé ce fait douloureux que la Bulgarie ne jouit pas d'un bon renom à l'étranger, qu'elle y est connue comme un pays de discorde et de troubles. Il a ensuite souligné la nécessité de la suppression des lois d'exceptions qui font supposer qu'il n'existe plus de droit en Bulgarie. Ces paroles de l'éminent professeur n'ont même pas été publiées par la presse du gouvernement Liaptcheff.

Le Comité parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a envoyé à cette Conférence de la Ligue pour la S. D. N. toute la documentation et les mémoires sur les agissements des fascistes bulgares, en faisant accompagner cet envoi d'une lettre que, vu son importance, nous publions ci-dessous in-extenso:

Messieurs les Membres de la Conférence de la Ligue pour la S. D. N.

Sofia, Bulgarie

Messieurs,

Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans salue, avec une grande joie, la réunion de votre Ligue dans la Capitale de la Bulgarie.

Connaissant vos sentiments ardents en faveur de la paix et du droit des peuples, nous sommes assurés que vous professez des sentiments identiques en ce qui concerne le droit des individus et des collectivités à l'intérieur de chaque Etat.

Il n'est pas possible, en effet, que la paix internationale soit établie d'une façon sûre et définitive, quand, dans certains pays, les droits imprescriptibles de la personne humaine sont chaque jour violés.

Depuis plusieurs années, notre Comité s'est constitué pour venir en aide aux victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans. En effet, dans les différents pays balkaniques, depuis la fin de la guerre mondiale, règne un régime anormal de violence et d'oppression, mais, parmi tous ces pays, celui où ce régime exceptionnel a atteint le plus haut degré de brutalité, est incontestablement la Bulgarie.

De l'avis des enquêteurs internationaux les plus modérés, et notamment des membres du Labour-Party d'Angleterre qui se sont rendus dans le pays bulgare, le régime fasciste, né du Coup d'Etat du 9 juin 1923, a fait en Bulgarie plus de 25.000 victimes.

Les libertés de réunion, de parole, de presse n'existent pas en réalité, malgré une apparence de légalité parlementaire.

Dans les prisons sont entassés, encore à l'heure actuelle, malgré les protestations du monde civilisé, de très nombreux détenus politiques. La question de l'amnistie se pose chaque jour avec plus d'acuité dans ce malheureux pays,

Sur les conséquences du régime fasciste bulgare, au point de vue économique dans le pays, comme au point de vue de la paix internationale, nous aurions de longues considérations à vous fournir.

En nous permettant d'insister auprès de vous pour que vous preniez connaissance des mémoires et documents que nous vous adressons en même temps que cette lettre, nous tenons à attirer votre attention sur les faits récents qui viennent de se produire. Des attentats répétés, commis par des éléments bulgare-macédoniens, qui sont en réalité les agents du gouvernement bulgare, viennent de troubler, une fois de plus, l'atmosphère politique dans les Balkans. Notre Comité a protesté, de longue date, contre la complicité du gouvernement de Sofia avec ces éléments troubles, qui ne font d'ailleurs que compromettre, dans les Balkans et devant l'opinion mondiale, la cause si juste des populations macédoniennes.

En un mot, le pays dans lequel siège votre assemblée, toute entière consacrée aux œuvres de paix, est un des plus malheureux de la terre, un de ceux qui sont le plus troublés et qui recèlent le foyer de guerres le plus dangereux.

Aussi, pensons-nous que, vous préoccupant des grandes questions qui intéressent la paix du monde, vous ne pourrez pas vous désintéresser du problème balkanique en général, et du drame bulgare, en particulier.

Nous vous demandons, de la façon la plus instante, de vous renseigner, de contrôler les faits que nous vous signalons dans la documentation que nous vous envoyons, d'interroger les hommes libres, et de visiter les prisonniers politiques. Ainsi, vous pourrez accomplir, en liaison avec le travail général de votre Ligue, l'œuvre la plus utile et la plus bienfaisante.

Recevez, Messieurs, nos salutations les plus distinguées.
Le Président du Comité: **Henri Barbusse**
Le Secrétaire du Comité: **Marcel Willard**

Ce ne sont pas des conférences tenues à Sofia sous les auspices mêmes du Zgovor qui pourront démasquer les crimes du Zgovor et contribuer à la pacification des peuples, car le groupement d'assassins de la Ligue Militaire fera tout son possible pour cacher tous ses forfaits. Il y faudrait des comités d'enquête spéciaux, envoyés par des organisations européennes vraiment indépendantes.

L'oppression en Grèce de la population Macédonienne

(de notre correspondant d'Athènes).

La bourgeoisie grecque, bien qu'elle s'efforce de dissimuler ses actes terroristes contre la population macédonienne, est obligée quelquefois par les événements d'avouer son régime effrayant qui opprime non seulement les minorités nationales, mais aussi les ouvriers et les paysans dits «libres citoyens grecs».

Une lettre publiée dans l'organe le plus officiel de la bourgeoisie grecque, l'«Elefteron Vima» (Nr. 1955 de 15 septembre dernier) est caractéristique pour la terreur qui règne en Macédoine. Nous donnons ci-dessous cette lettre en traduction.

«Monsieur le Directeur de l'«Elefteron Vima».

Des personnes dignes de foi de la Macédoine orientale nous signalent certains faits qui, s'ils correspondent à la vérité, ne peuvent se passer que dans un Etat abandonné à l'anarchie.

Depuis 1914, 35 familles de réfugiés du village de Nevrokope (village entièrement serbe — La Réd.) chassées par les Bulgares, s'étaient installées dans le village montagneux de Tchékova dans le district de Serrès.

Par l'élevage de bétail ils avaient réussi, sans secours quelconque, à bâtir des maisons, à se créer une existence et à changer ce village misérable de Pomakes en un centre grec plein de vie et d'aisance.

En 1918, des bandes bulgares, après avoir tout pillé, enlevèrent toute la population mâle comme otages et tyrannèrent suivant leurs méthodes bien connues les femmes et les enfants.

Après l'armistice, les survivants rentrèrent dans leurs foyers détruits. Par de longues années de nouvelles luttes, les malheureux réussirent à se créer de nouveau une existence; ils sont devenus, sans le moindre secours, d'excellents éleveurs de bétail et de bons travailleurs de ce district montagneux.

Il paraît cependant qu'il y a dans ce district un gros et tout-puissant marchand de bétail à qui le progrès de ces réfugiés bulgares enlève tout repos. Il réussit, par ses rela-

tions dont il se vante toujours, à arracher du ministère de l'agriculture un arrêté ordonnant l'éloignement de ses concurrents de sa «zone d'influence», malgré que ceux-ci fussent en possession d'une décision du même ministère leur garantissant leur établissement dans ce district.

Sur la base de cette intervention scandaleuse de ce gros marchand de bétail, des faits tragiques et d'une inhumanité et d'une férocité indescriptibles s'y produisirent en plein XX^e siècle.

Un beau jour, le 31 août, 30 gendarmes, avec à leur tête le directeur du service de la colonisation de Serrès, et accompagnés des gens de service dudit gros marchand de bétail, se rendirent au village de Tchékova. Après avoir cerné le village, ils enchaînèrent les hommes, chassèrent les femmes et les enfants, détruisirent les maisons et les jardins, et établirent et proclamèrent la domination du fameux marchand de bétail susindiqué.

Les larmes et le désespoir des femmes et des enfants ne touchèrent nullement les organes de l'Etat. Les pauvres éleveurs de bétail furent contraints à quitter le soir même le village, avec leurs femmes et enfants, et se rendirent avec leur bétail à Resilovo, où ils s'installèrent sous des tentes.

Nous ignorons le point de vue du ministère compétent pour ces faits. Mais, tout-à-fait indépendamment de l'issue de cet incident, le seul fait que des organes d'Etat osent accomplir des ordres d'une manière aussi féroce et barbare suffit à affliger profondément tout citoyen grec, tout homme.

Par ce vandalisme, le prestige de l'Etat a été complètement détruit. Une enquête sévère et immédiate s'impose pour éclaircir cette affaire et punir exemplairement les coupables, quels qu'ils soient. La justice et l'humanité la plus élémentaire exigent le rétablissement de ces malheureux dans leurs foyers.»

Köblös toujours en danger

Köblös est toujours détenu en Tchécoslovaquie à la disposition de la Sigourantsa. Il a recommencé le 6 octobre la grève de la faim, qu'il avait cessée sur des assurances hypocrites des autorités. Le gouvernement roumain a envoyé une nouvelle demande d'extradition en y ajoutant les «preuves» que Köblös aurait commis des vols, des faux et un crime. Ces mensonges sont bien faciles à être démasqués. Mais le gouvernement tchécoslovaque ne paraît pas songer à se laisser convaincre de l'inanité de ces accusations; au contraire, il commence lui-même à lever contre le chef ouvrier roumain des accusations analogues: Köblös aurait commis des faux et des vols d'automobiles sur le territoire de la république tchécoslovaque aussi. La complicité des autorités tchécoslovaques avec les bourreaux de la Sigourantsa devient de plus en plus évidente. Le danger de mort se resserre donc de plus en plus autour de Köblös.

Nous ne désespérons cependant pas. Nous savons que le mouvement de protestation contre la violation du droit d'asile pour les réfugiés politiques devient de plus en plus puissant non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans toute l'Europe. Et nous avons la conviction qu'à la fin le couteau de la Sigourantsa, que la police tchécoslovaque soutient, tombera sans avoir anéanti la vie du révolutionnaire roumain.

Notre excellent collaborateur et ami, Jean Zyromski a publié dans le «Pravo Lidu», organe central des social-démocrates tchécoslovaques, un article dont nous nous exprimons de publier les extraits suivants:

«Le gouvernement de Bucarest n'hésite pas à demander l'extradition de Köblös, et pour appuyer cette prétention, il ne craint pas d'échafauder une sinistre machination policière, et il tente de faire passer Köblös, militant révolutionnaire, secrétaire de l'Union des Ouvriers du Bois, pour un criminel de droit commun.

Malgré les intrigues de la Sigourantsa, nous ne pouvons pas croire que le gouvernement de la République Tchécoslovaque commettra cette infamie. M. Benès, le ministre des affaires étrangères, se fait souvent à Genève, le porte-parole de revendications nationales et libérales: acceptera-t-il de donner ce gage à la réaction militariste et policière?

Il faut arracher Köblös à une mort atroce, à la torture, car c'est le sort qui l'attend s'il est extradé!

Il faut que les socialistes de Tchécoslovaquie prouvent leur solidarité révolutionnaire, leur solidarité prolétarienne à l'égard de Köblös.

La honteuse chasse aux ouvriers révolutionnaires doit toujours rencontrer l'opposition vigilante, résolue, efficace des socialistes de tous les pays.»

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie:

Crise économique et corruption (correspondance de Sofia). — La situation économique de la Bulgarie est terrible. Pour les trois premiers mois de 1927, les importations atteignent 2.459.261.000 levass, les exportations 2.102.758.000 levass seulement. Le passif est donc de 356.503.000 levass. Le passif total des années 1924 à 1927 est de 4.876.050.000 levass. Le rendement des impôts diminue pour les années 1926/27 et 1927/28: 6.200.669.000 levass contre 6.496.008.000. Le chiffre enregistré des chômeurs (bien inférieur au chiffre réel) est de 74.500. Le travail dans l'industrie du tabac est complètement arrêté. Le Zgovor ruine la Bulgarie, et en même temps, il la démoralise complètement. La corruption et le brigandage prennent des développements inouïs. La ville de Kirdjali a vu le président du Conseil régional, le maire, le caissier, le commissaire à la prévoyance sociale, l'inspecteur du travail, le chef du bureau départemental des poids et mesures arrêtés pour d'énormes détournements de fonds. A Koula, on a arrêté pour vol le commissaire de police. Mais celui-ci a immédiatement accusé son supérieur, le préfet, de lui avoir commandé les vols et brigandages. Dans la même ville, un autre commissaire, Costa Badeff, et quatre agents de la Sûreté, ont été arrêtés pour contre-bande, vols, violences envers une femme à laquelle l'un de ces individus a arraché une parure faite de pièces d'or. Il n'est pas étonnant que, parmi cette corruption générale, les brigands, ceux de Protoguéroff et les autres, s'en donnent à cœur joie. Citons un exemple tiré du «Zorak», l'organe du président du Conseil: «Une bande de brigands a dépouillé 8 commerçants sur la route Djoumaja-Petritch. Plus de 1.300.000 levass ont été volés. Ce brigandage a fait sensation dans cette région, mais il ne diffère en rien de ceux commis déjà dans les autres départements. C'est le résultat de la situation économique grave et de la crise du chômage.» Voici maintenant en quels termes M. Malinoff, chef du parti démocrate apprécie cette situation, dans le discours qu'il a prononcé le 4 octobre, en la liant à la politique qui a livré les richesses bulgares au capitalisme étranger: «La situation d'aujourd'hui est des plus grave. Elle peut être caractérisée par l'orientation à l'intérieur et à l'extérieur d'un brigandage vulgaire. C'est le résultat d'une politique à courte vue et d'ambitions. Nous risquons de perdre notre indépendance économique et politique. La situation est périlleuse puisque la Bulgarie est appauvrie et qu'il est difficile de la remonter. Pour parer à ce triste état de choses, il faut les efforts de tous les partis et un gouvernement s'appuyant sur la confiance du peuple. Le «Demokratitchski Zgovor» avec ses concessions à l'étranger et ses emprunts, ne pourra pas se tirer de cette situation.

La Bulgarie s'effondre sous le fardeau du fascisme.

Les «facteurs irresponsables» tuent, et ils assaillent même un tribunal. — A Trin, l'instituteur Guéorgui P. Issaëff avait été tué par un «facteur irresponsable». Le père de la malheureuse victime parvint à faire intenter un procès au meurtrier qui était connu. Mais les actes du procès furent volés par des «facteurs irresponsables». Le père réussit à faire intenter un deuxième procès. Le 25 septembre, le tribunal devait connaître de ce crime. Ce jour même, une automobile vint de Sofia avec huit «facteurs irresponsables». A leur vue, tous les gendarmes chargés de la garde du tribunal s'éclipserent. La police resta introuvable. Les 8 individus pénétrèrent de force dans le bureau du procureur où ils cherchèrent à emporter à nouveau le dossier dudit procès — qu'ils ne trouvèrent cependant pas. Les gendarmes et la police ayant complètement fait défection, les citoyens de ladite ville formèrent une milice pour se défendre à l'avenir eux-mêmes contre de pareilles agressions.

(«Narod» du 8 oct.)

Toujours la terreur. — La présidence du syndicat des ouvriers de tabacs à Stanimaka a été perquisitionnée. La police a enlevé les archives et fermé le local. Le 28 septembre, la police a envahi le local du «Zemledelsko Vozrajdanie» (Renaissance Agrarienne), organe des agrariens de gauche. Elle a saisi ce journal. Le journal littéraire «Nakovalnia» a été confisqué, notamment pour avoir publié le manifeste des intellectuels rédigé par Henri Barbusse. A Ferdinand, la police a dissout, par la force, la réunion organisée par le député agrarien Abadjieff. A Pirdop, le représentant du journal syndical «Edinstvo» a été arrêté. A Choumen, l'ouvrier P. Stoyanoff, arrêté dans la rue sans motif, a été sauvagement maltraité. A Sliven, une réunion

corporative des ouvriers cordonniers a été dispersée par la police. A Popovo, dispersion identique d'une réunion syndicale.

Un savant en prison pour 12 ans! — Le professeur Todor Pavloff, avait été condamné, en mai dernier, à 12 ans et demi de prison. Nous avons relevé en son temps sa courageuse attitude et publié son beau discours. Il a écrit dans sa cellule, pendant la prévention, un ouvrage intitulé «Traité sur la philosophie matérialiste, le spinozisme et le matérialisme dialectique». Voici ce qu'en dit dans son journal «Vedrina», M. Anton Strachimiroff, le grand écrivain bulgare: «... Et cet auteur languit dans la prison centrale de Sofia, condamné à 12 années et demi de prison sévère, comme membre du Parti communiste illégal bulgare! Par ses travaux remarquables, Pavloff, professeur en philosophie, aurait confirmé, s'il avait pu s'adonner librement à ses travaux, les espérances les plus osées. Il aurait dépassé les productions scientifiques les plus importantes qu'on ait jamais écrites en Bulgarie. Mais, Pavloff est en prison. Il y finira peut-être sa vie, et cela nous fera rougir devant les générations prochaines.»

L'amnistie au Sobranié. — Le Sobranié va reprendre ses travaux dans quelques jours, mais M. Liaptcheff, au mépris des déclarations qu'il faisait avant les élections, s'est refusé de faire inscrire l'amnistie à l'ordre du jour du nouveau Sobranié. Des femmes, en particulier les veuves et les mères des disparus ont constitué des comités pour travailler à obtenir quand-même l'amnistie. Le Sobranié se trouve déjà en présence de plusieurs propositions d'amnistie: il y a notamment celle du «groupe de fer» (socialistes, agrariens, artisans) et celle du Parti du Travail.

Macédoine:

Crimes autonomistes. — En même temps qu'ils organisent en Macédoine sous joug grec et serbe des attentats destinés à servir les plans du fascisme, les bandits autonomistes poursuivent en Macédoine sous joug bulgare leur oeuvre de sang. Dernièrement, dans la région de Petritch, les bandits de Protoguéroff ont fait «disparaître» 15 ouvriers et paysans qu'ils accusaient d'être des Macédoniens de gauche imbus de l'idéal de la Fédération Balkanique. Dans le même temps, le «Comité» faisait mettre à mort à Sofia dix personnes, de conditions diverses. Les militants syndicalistes et travaillistes, les journalistes de gauche sont menacés d'assassinat par les mêmes bandits. Naturellement, aucune instruction judiciaire n'est ouverte par le gouvernement Liaptcheff contre ces 25 assassinats et les menaces de mort dont ils ont été suivis.

La terreur autonomiste. — Tandis qu'on rend hommage dans la presse occidentale à la «volonté de conciliation» de M. Liaptcheff, les terroristes autonomistes commettent, en Bulgarie même, les pires méfaits et M. Liaptcheff les laisse faire. Il y a quelques jours quatre individus se sont présentés au nom de l'O. R. I. M. de Protoguéroff, à la rédaction du journal ouvrier indépendant «Novinik», et l'ont sommée de ne rien écrire sur la question macédonienne désormais. Le rédacteur a refusé d'obtempérer à cet ordre. Une deuxième démarche d'intimidation se heurta au même refus.

Roumanie:

Encore des excès antisémites. — Le 3 octobre, la Faculté de médecine de Bucarest fut le théâtre de violentes bagarres, provoquées par les étudiants fascistes antisémites qui se jetèrent sur les étudiants juifs, et les battirent féroceement.

Gardiens de la propriété. — Les recherches sur les vols opérés à Cernovits ces derniers temps ont abouti à la découverte «surprenante» que l'auteur en est l'agent de police même, nommé Mutric, qui avait été chargé de la surveillance des maisons où les vols ont été commis. («Universul» du 1er oct.)

«Au service de la patrie». — A côté de l'emploi des soldats comme ordonnances pour les officiers (soldats qui font leur «service sous le drapeau» dans la cuisine et au nettoyage des closets), il est une tradition d'employer les soldats aux travaux des champs de divers personnages civils, militaires ou ecclésiastiques. Récemment, en élargissant ce système, les officiers supérieurs ont commencé à employer les soldats aux travaux de construction de leurs palais et villas privés. Les journaux, particulièrement le «Lupta», ont commencé une campagne contre ce système. Le

«Socialismul» rapporte que le système est allé si loin qu'à Bakaou l'industriel en peaux et cuirs Fildermann a congédié ses ouvriers et les a remplacés par des soldats à qui il payait un salaire de 25 leis par jour, c'est-à-dire 6 à 8 fois moins que ce qu'il était obligé de payer aux ouvriers. Le plus intéressant en tout ceci est que le système se basait (comme on l'apprend du «Vorwärts» du 24 sept.) sur une disposition officielle du ministère de la guerre, qu'on ne vient que de supprimer à la suite de la campagne de presse.

Une justice — mais deux mesures. — Le lieutenant Bran, qui a violé sa propre fille, l'a rendu enceinte et puis l'a abandonnée, de la sorte que la pauvre malheureuse est arrivée à se prostituer, vient d'être acquitté par le conseil de guerre de Kichineff, non pas parce qu'il n'aurait pas commis ce crime odieux, mais parce qu'on lui a trouvé des circonstances atténuantes. («Adeverul» du 27 sept.) Mais le conseil de guerre de Bucarest vient de condamner le soldat Vilanescou à dix ans de travaux forcés pour avoir frappé deux brigadiers et un sergent. («Adeverul» du 30 sept.)

La gendarmerie assassine. — Le paysan Gh. Miron a été torturé par le gendarme de la commune de Baïtchéni de telle manière qu'il a dû être transporté à l'hôpital, et il y succomba le lendemain même. («Universul» du 25 sept.) A la suite des coups recus de la part du chef de station du chemin de fer de Seletin et du gendarme local, le machiniste Bublik a succombé à l'hôpital. («Vorwärts» du 28 sept.)

Un scandale. — C'est ainsi que le «Vorwärts» du 29 sept. désigne le fait que le gouvernement a fait distribuer comme secours pour les victimes des inondations de la Boukovine la somme de cinq millions de leis, tandis que les dégâts causés à la pauvre population paysanne s'élèvent à plus de 40 millions.

Moeurs publiques. — Pour se venger de l'avocat Mme Marie Ana Provian, avec laquelle il se trouve en procès civil, M. le professeur d'Université Gh. Plastara a ramassé un groupe d'étudiants avec lesquels il a organisé une attaque sur les témoins de Mme Provian. Plusieurs personnes ont été blessées. L'attaque a eu lieu dans la salle même du Palais de Justice. («Adeverul» du 22 sept.)

La guerre contre l'URSS. — A propos des manoeuvres de la flotte soviétique dans la Mer Noire une panique ridicule s'est emparée des «patriotes» qui, habituellement, doivent courageusement quelques agents soviétiques à chaque repas. On a appris à cette occasion de nouveau que la flotte roumaine est organisée par des officiers anglais. («Cuvantul» du 24 sept.)

La crise. — Une des plus grandes faillites s'est produite ces jours derniers. La maison d'exportation de blés Manisalian a cessé ses opérations avec un déficit de 30 millions de leis. Pour masquer les causes de cette faillite, qui sont à chercher dans la crise économique sous laquelle le pays souffre sous la domination des banques libérales, et pour tranquilliser les capitalistes étrangers, les frères Manisalian ont été arrêtés. («Adeverul» du 29 sept.)

Les grèves de la faim. — Dix détenus politiques, se trouvant dans la prison de Ajud, vieille geôle tristement célèbre du temps de la monarchie austro-hongroise, font la grève de la faim depuis de longs jours. Le régime de cette prison où, comme partout en Roumanie il n'existe pour les détenus politiques qu'une aggravation du régime de droit commun, est horrible. Enterrés vivants comme ils le sont dans les cellules, les détenus politiques ne peuvent sortir à l'air qu'une heure par jour, et, en fait, cette heure se réduit régulièrement à 50 ou 40 minutes. Soumis à un régime alimentaire destructif, a écrit la «Lupta», les détenus politiques se sont vus obligés de faire la grève de la faim pour une amélioration à leur situation effroyable.

Les persécutions des Syndicats Unitaires. — La Maison des Syndicats Unitaires à Gradea Mare a été fermée par la police parce que dans la salle principale se trouverait un tableau «provoquant de l'excitation» — d'après le communiqué même de le Sigourantsa: «tableau représentant un ouvrier géant, et par ce fait même une provocation».

Yougoslavie :

A la Glavniatcha. — A la suite de la campagne de protestation qui a suivi l'arrestation scandaleuse de Radomir Vouyovitch, et qui a permis de dénoncer les tortures subies par lui, M. Acimovitch, chef de la police de Belgrade, s'engagea à publier le rapport de la commission médicale chargée d'examiner l'état du prisonnier. Cette commission composée de médecins amis du gouvernement, et qui visita

le jeune Vouyovitch, dut constater pourtant «l'enflure du cou et de la jambe gauche, des ecchymoses», etc. Aussi, son rapport ne fut-il pas publié. Vouyovitch est encore privé de lit, et depuis quelque temps, on lui interdit la lecture. La situation du docteur Koussovatz, arrêté à Zagreb et transféré à la Glavniatcha, est encore pire. Il était arrêté au mois de juillet, mais son instruction n'a commencé qu'à la fin du mois de septembre. Il est Monténégrin, ce qui, pour les bourreaux de Belgrade, aggrave considérablement son cas.

Nous apprenons au dernier moment que Vouyovitch, Koussovatz, Horvay, Petaï Stokitch et Zvetin Mihalovitch ont déclaré la grève de la faim dans les prisons de Belgrade et Zagreb. La cause directe en a été le maltraitement particulièrement brutal d'un prisonnier, ce qui a provoqué les protestations véhémentes de Vouyovitch et Koussovatz. Là-dessus, le directeur de la police politique, Milan Acimovitch, fit aggraver le régime de ces derniers et les fit enfermer dans la cellule No. 5, la plus sombre de la Bastille de Belgrade. Défense leur fut faite de recevoir des journaux, des livres et du linge, et de fumer. Alors ils déclarèrent la grève de la faim. Horvay, Stokitch et Mihalovitch, qui, sous l'inculpation d'avoir édité le journal «Le jeune Bolchévik», se trouvent en détention préventive depuis 8 mois, déclarèrent aussi par solidarité la grève de la faim. La vie de ces malheureux est en danger. Ils gisent dans leurs cellules presque sans connaissance et ils ne sont même pas soumis à l'examen médical. Ils demandent la cessation des maltraitements, le régime de prisonniers politiques, la fixation de la date de leur procès.

L'opinion internationale doit agir à nouveau en faveur de ces nouvelles victimes de la «Main Blanche».

Les arrestations de Vallevo. — Le 28 septembre dernier, Bogidar Maslaritch, professeur à Osick, et Aloyer Begovitch, de Ptrievatz, ont organisé à Vallevo une réunion du Bloc ouvrier-paysan républicain au cours de laquelle ils parlèrent des élections municipales d'Osick, qui devront avoir lieu le 6 novembre. Sans aucun prétexte, ces deux citoyens ont été emprisonnés par des agents de police.

Les mandats annulés de Zagreb. — Au cours des dernières élections municipales à Zagreb, le Bloc ouvrier-paysan républicain a obtenu quatre mandats. Le 27 septembre, M. Voukitchevitch a pris la décision d'annuler ces quatre mandats en vertu de la loi sur Défense de l'Etat. A Sisak (Slovénie) deux autres mandats du Bloc ouvrier-paysan ont été également annulés.

L'opposition et la «Main Blanche». — Au cours de ces derniers temps, les chefs des partis d'opposition ont eu divers entretiens au sujet de la création d'un bloc démocratique dont M. Raditch s'est montré partisan, avec M. Pribitevitch. Tous ont été d'avis de prendre M. Davidovitch comme chef. Il paraît que la création de ce bloc était déjà un fait accompli. Mais «Polititchki Glasnik» («le Messager Politique»), organe de toute la camarilla de la «Maison Jaune», mena une campagne sans merci contre la création du bloc démocratique. M. Davidovitch, faible et hésitant, comme toujours, céda. Après s'être déclaré entièrement d'accord avec M. Marinkovitch, il a constaté que «l'intérêt de la patrie» exigeait le soutien de la coalition actuelle.

La famine en Herzégovine. — Le 25 septembre a eu lieu à la préfecture de Mostar (capitale d'Herzégovine) une importante conférence où a été évoqué l'état effroyable des paysans de cette contrée; quoique leur situation ait été légèrement améliorée, après la récolte, elle reste toujours déplorable. De nombreuses familles sont sans pain.

Fermatures d'écoles secondaires. — Le Conseil des Ministres a décidé de supprimer un nombre considérable de gymnases. Il convient de souligner que ce sont presque exclusivement des écoles secondaires de Croatie, Bosnie, Dalmatie, Slovénie, qui vont être fermées.

La diminution des exportations. — Nous avons signalé la grave crise économique qui secoue le pays tout entier. Le IIème Congrès des représentants des Chambres de l'industrie et du commerce, s'est inquiétée de cette situation. Il a publié des statistiques où nous relevons ces chiffres frappants: au cours des dernières trois années, l'exportation a baissé rapidement: tandis qu'en 1924 la valeur des marchandises exportées s'élevait à 9.538.774.000 dinars, en 1925 elle ne s'éleva qu'à 8.904.500.000 dinars, pour tomber ensuite à 7.818.206.000 en 1926 et à 6.860.000 en 1926—1927. Par suite de la mauvaise récolte provoquée par la sécheresse, la crise économique prend des proportions catastrophales.

Pour critique du travail de la Skoupehtina... la prison. — Le rédacteur du journal socialiste «l'Ouvrier Croate», M. Branimir Kourelac, a été condamné à un an de prison par le tribunal de Zagreb, pour un article dirigé contre le travail de la Skoupehtina.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Georg Ledebour

Georg Ledebour, geb. am 7. März 1850 in Hannover, wurde 1900 als Vertreter der Sozialdemokratischen Partei in den Deutschen Reichstag gewählt, wo er für die radikalsozialistische Auffassung wirkte. Betätigte sich von Beginn des Weltkrieges an als dessen Gegner. Mitbegründer der „Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei“. Wirkte mit aller Entschiedenheit für eine sozialistische Revolution, lehnte aber, als sie am 9. Nov. 1918 zum Siege gelangt war, den Eintritt in die Regierung der „Volksbeauftragten“ ab und die Mitarbeit mit den Kriegssozialisten Ebert, Landberg und Scheidemann. Beteiligt an den Abwehrkämpfen der Berliner Arbeiterschaft gegen die ebertainische Reaktion. Verhaftet durch Noskesöldner am 10. Januar 1919. Fünf Monate Untersuchungshaft, 1920 Wiederwahl in den Reichstag. 1924 bei der Reichstagswahl nicht wiedergewählt. Vorsitzender des „Sozialistischen Bundes“.

Die Balkanstaaten sind in der Nachkriegszeit samt und sonders einem blindwütigen Reaktionsterrorismus verfallen. Begreiflich, daß die darunter leidenden Bevölkerungsteile aller dieser Länder danach trachten, in gemeinsamen Kämpfen die gemeinsame Unterdrückung abzuschütteln, um dann gemeinsam bessere staatliche Neugebilde aufzubauen. Diesem Streben ist der Plan einer Balkanföderation entsprossen.

Ein Trugschluß wäre es aber, anzunehmen, daß irgend eine auf dem Boden der kapitalistischen Gesellschaftsordnung beharrende Partei, mag sie auch noch so schön klingende demokratische, liberale und pazifistische Grundsätze proklamieren, wenn sie in irgend einem der Balkanstaaten zur Macht kommen sollte, ernstlich die Realisierung einer Balkanföderation in Angriff nehmen würde. Im Wesen kapitalistischer Parteien liegt es, den nationalen Gedanken zur Machterweiterung und Arbeiterausbeutung auszunutzen. Daher kommt es, daß die kapitalistischen oder bürgerlichen Parteien, die in den Balkanländern jahrzehntelang einen erbitterten Freiheitskampf gegen irgend eine Fremdherrschaft geführt haben, sobald sie in einem eigenen Nationalstaate zur Macht gekommen sind, sofort die in ihr Gebiet eingesprengten anderssprachigen Minderheiten ebenso brutal unterdrücken und ausbeuten, wie sie selbst früher unterdrückt und ausgebeutet wurden. Eine Balkanföderation setzt in allen geschlossenen Ländern den Verzicht auf eine solche nationale Unterdrückung sprachlicher Minderheiten voraus. Kein kapitalistischer Staat hat sich bisher eines solchen Verzichtes fähig gezeigt. Er wird aber bedingt durch den Sozialismus, dessen Grundbedingung die Gleichberechtigung aller Menschen ohne Unterschied des Geschlechts oder der Abstammung ist. Gegenwärtig gewährt deshalb nur der Bund der Sowjetrepubliken volle Nationalitätentoleranz.

So willkommen eine Balkanföderation als Vorstufe der Weltföderation aller vom Kapitalismus befreiten Völker auch sein würde, ernstlich erstrebt und verwirklicht kann sie nur werden von Parteien, die auf dem Boden der sozialistischen Gesellschaftsauffassung stehen. Nur auf sie können wir uns in den Gegenwartskämpfen für die wirkliche Völkerföderation auch in den Balkanstaaten verlassen.

Georg Ledebour

Eduard Bernstein

Eduard Bernstein, sozialistischer Theoretiker, revisionistischer Richtung, geboren am 6. Januar 1850 in Berlin, wurde Kaufmann, lebte seit dem Jahre 1888 als Schriftsteller in London, seit 1901 wieder in Deutschland. 1902—1906 und 1912—1918 Mit-

glied des Reichstages. 1918 dem Reichsschatzamt zugeteilt. Seit 1920 ununterbrochenes Mitglied des Reichstages. Mitglied des Untersuchungsausschusses des Zusammenbruchs. Hauptwerke: „Kommunistische und demokratisch-sozialistische Strömungen in England im 17. Jahrhundert“ „Die Voraussetzungen des Sozialismus.“ „Zur Geschichte der Theorie des Sozialismus.“

Mazedonien war zu jeder Zeit der Zankapfel des Balkans und ist es bis heute geblieben. Jeder der Balkanstaaten will sich seiner bemächtigen. Das ist eine der schwersten Fragen des Balkanproblems, dieses Problems, welches schon an sich äußerst kompliziert ist durch die unentwirrbare Verwicklung der Völker, welche den Balkan bewohnen.

Dadurch gibt es in allen Balkanstaaten nationale Minderheiten, die von diesen Staaten unterdrückt werden.

Um diesem Zustand abzuhelfen, brauchte man die nationale Autonomie aller unterdrückten Völker des Balkans und ich begrüße voll Freude die Bewegung zu Gunsten der nationalen Minderheiten. Dieser Unterdrückung muß unbedingt ein Ende gemacht werden.

Wir müssen unsere Hoffnung in die Balkan-Föderation setzen, denn wo die Freiheit herrscht, bessern sich natürlich die wirtschaftlichen Bedingungen. Gebiete überfallen, sie erobern und anneklieren, als ob sie unbewohnte Erdstücke wären, ist niedrig und empörend. Nur die Errichtung autonomer Balkanstaaten, vereinigt in einer Balkan-Föderation, wird jeder Unterdrückung auf dem Balkan ein Ende bereiten. Ich selbst habe im Jahre 1913 ganz energisch gegen die Abtretung Silistrias an Rumänien protestiert.

Die Autonomie der nationalen Minderheiten am Balkan und die Vereinigung der Balkan-Völker in einer Balkan-Föderation wird jedoch schwer ohne Hilfe und Unterstützung des Völkerbundes zu verwirklichen sein. Ich betrachte den Völkerbund als einen Erfolg und man müßte sich bemühen, daß er auf wirksame Weise die Anstrengungen unterstützt, die zu Gunsten der Autonomie und der Föderation der Balkanvölker entfaltet werden.

Ed. Bernstein

Prof. Leonard Nelson

Leonard Nelson, geboren am 11. Juli 1882 in Berlin, von 1909 bis 1919 Privatdozent in Göttingen, seitdem dort außerordentlicher Professor, ist einer der bedeutendsten zeitgenössischen Philosophen Deutschlands.

Unter den wichtigsten erschienenen philosophischen Werken Leonard Nelsons stehen: „Die Reformation der Philosophie durch die Kritik der Vernunft“, „Kritik der praktischen Vernunft“, „System der philosophischen Rechtslehre und Politik“ etc.

Die jetzige »Lösung« der Nationalitätenfrage auf dem Balkan ist eine Scheinlösung. Die Friedensverträge nach dem Weltkriege haben die Gegensätze unter den Balkanstaaten noch mehr verschärft, und so können wir heute mit noch größerem Recht als vor dem Kriege von einem Balkanproblem sprechen. Wie im Verkehr der anderen Staaten herrscht auch im Verkehr der Balkanstaaten Anarchie. Anarchie aber bedeutet Herrschaft des Zufalls und daher Herrschaft der brutalen Macht an Stelle des Rechts. Demnach kann ich nicht behaupten, daß die brennende Balkanfrage nach den Grundsätzen der Gerechtigkeit und Freiheit sowie im Interesse des Friedens geregelt ist. Vielmehr erscheint mir offenkundig, daß die sogenannte Regelung der Balkanfrage gegen diese Grundsätze und entgegen dem Interesse des Friedens erfolgt ist.

Ich glaube nicht, daß unter den jetzigen reaktionären Balkanregierungen die Rechte der Minderheiten, der unterworfenen Völker, der Bevölkerungen überhaupt irgend-

wie geschützt sind. Die Zerwürfnisse, die in den innerpolitischen Verhältnissen der Balkanstaaten nach dem großen Kriege eingetreten sind, sind zum großen Teil auf ihre Regierungen zurückzuführen. Die Regierungen — und nicht nur in den Balkanstaaten — der Nachkriegszeit sind durch physischen und geistigen Terror zustande gekommen. Sie unterscheiden sich ihrem Geiste nach durch nichts von einer Despotie. Und wie in der Despotie das Volk eigentlich das Eigentum des Herrschers ist, so sind die Balkanvölker das Eigentum ihrer Regierungen.

Auch auf dem Balkan kann der ideale Wert einer jeden nationalen Gemeinschaft einzig und allein davon abhängen, was sie als Kulturgemeinschaft leistet; als Kulturgemeinschaft aber unterliegt sie zu allererst den Anforderungen des Rechtes.

Die Sicherung der Rechtlichkeit des Verkehrs unter den Balkanstaaten, und damit die Beseitigung der Unterdrückung der Minderheiten und der Rivalitäten unter den Balkanstaaten, ist nur durch eine Balkanföderation möglich. Die Balkanföderation ist daher eine notwendige rechtliche Aufgabe aller Staaten, die auf die Balkanverhältnisse Einfluß haben.

Bei dem gegenwärtigen Zustand auf dem Balkan und in ganz Europa ist die Verwirklichung einer ehrlichen Balkanföderation unmittelbar nicht möglich. Denn wir leben in einer Zeit, wo im Verhältnis der Menschen und der Völker das Recht gebrochen und mit Füßen getreten ist. Unter diesen Umständen ist es müßig, Rechtskonstruktionen zur Lösung des Balkanproblems aus dem Kopf zu erfinden.

In der Balkanföderation sind die einzelnen Balkanstaaten gerade so als Mitglieder beteiligt wie im einzelnen Staat die einzelnen Personen. Die Balkanföderation schafft unter den Balkanstaaten ein politisch geschütztes Rechtsverhältnis; das heißt aber so viel, wie daß die einzelnen Balkanstaaten sich einer gemeinsamen Regierung, das heißt einer ihren Verkehr rechtlich regelnden Zwangsgewalt unterwerfen. Eine solche Organisation der Balkanföderation ist möglich, ohne daß die einzelnen Balkanstaaten ihre staatsrechtliche Unabhängigkeit verlieren. Die Regelung der inneren Angelegenheiten könnte Sache des einzelnen Balkanstaates bleiben. Die Regelung der äußeren Angelegenheiten der Balkanstaaten müßte aber Sache der Balkanföderation sein. Der Beitritt der Balkanstaaten zur Balkanföderation ist von Rechts und Vernunft wegen geboten: deshalb wäre gegen Verweigerung sogar Zwang rechtlich nicht zu beanstanden. Jeder am Frieden überhaupt interessierte Mensch wird den Bestrebungen zur Gründung einer Balkanföderation seine Sympathie zuwenden. Und er wird ihnen soweit möglich seine Unterstützung leihen. Denn die bloße Sympathie nützt wenig. Vielmehr bedarf es der tatkräftigen Wirksamkeit der vereinigten Kräfte, die von der Erkenntnis getragen werden, daß die Balkanföderation das einzige Mittel ist, um den auf dem Balkan im Gefolge des Krieges entstandenen Herd des staatlichen organisierten Verbrechertums in eine Stätte für Vernunft und Menschlichkeit zu verwandeln. Die Frage der Balkanföderation ist eine Machtfrage. Die Balkanföderation wird verwirklicht durch Anwendung von politischen Mitteln. Alle der Vernunft zugänglichen politischen Parteien in den Balkanstaaten müssen es sich zur Aufgabe machen, die Balkanföderation zu verwirklichen. Für das Gelingen dieses Werkes sind aber auch die außenstehenden Staaten verantwortlich, und es stünde diesen Staaten rechtlich nichts im Wege, auf die Balkanstaaten einen Druck in dieser Richtung auszuüben.

Das Balkanproblem wird nicht, jedenfalls nicht allein, auf dem Balkan entschieden werden. Ehe die Regierungen der Großmächte nicht den Geschmack daran verlieren, auf dem Balkan im Trüben fischen zu können, wird dort nicht Ruhe und Frieden einkehren. Daher bleibt wenig Hoffnung für die Balkanvölker, solange die Großmächte sich nicht dazu aufrufen, die zwischen ihnen selbst vorhandenen Balkanverhältnisse unter Verzicht auf ihre Souveränität zu ordnen, also ihre eigene Balkanföderation zu gründen.

Leonard Nelson

Die Furcht des Juste Milieu

Die Philosophen, also mein Glaukon und die, die es nicht sind, haben sich uns, ihrem beiderseitigen Wesen nach, in einer lang ausgeprochenen Erörterung mit Mühe und Not zu erkennen gegeben.

Sokrates

Die griechische Regierung zittert vor einem Pangalosputsch. Pangalisten werden auf ferne Inseln gesendet und telegrafieren an ihren »legitimen« Präsidenten. Frau Pangalos wird aus der Haft entlassen und wieder eingesteckt. Ein Richter beginnt die Untersuchung, sie wird ihm weggenommen, er ist nicht verlässlich genug; ein anderer beginnt sich ans Werk zu setzen, bis vielleicht wieder ein unvorher-

gesehener »Zwischenfall« sich ereignet. Die Bannerträger der Republik und die, die es nicht sind, offenbaren ihr innerstes Wesen, stellen ihren augenblicklichen Zwist zurück und arbeiten an der Sicherung der gemeinsamen Macht, der — Regierung der Ordnung, des »Juste Milieu«.

Wie kommt es doch, daß alle in Angst und Schrecken versetzt sind, wenn der kleine Napoleon, der griechische Louis Napoleon, der Louis des englischen Finanzkapitals, auf Fort Izzedin Verschwörungen spinnt?! Wen hat er hinter sich? Wer sind die Träger seiner Bewegung? Vergleichen wir die Wahlziffern des Vorjahres und beurteilen wir danach die Chancen einer bonapartistischen Verschwörung. Am 7. November 1926 erhielten von den abgegebenen 961.000 Stimmen, die beiden venizelistischen Fraktionen in der »liberalen Union« vereint 300.941 Stimmen, die bürgerlich-radikale »republikanische Union« bekam 62.503, wozu noch die verschiedenen venizelistischen Sonderkandidaturen kommen, wie zwei Flüchtlingslisten mit 10.000 und 14.000 Stimmen. Unter den Arbeiterparteien bekamen die Kommunisten 40.988 Stimmen, die reformistischen Sozialisten 1064, die Monarchisten sammelten sich teils um General Metaxas, dessen Liste 151.002 Stimmen bekam, teils um die intransigente »Volkspartei«, welche 194.244 Stimmen erhielt. Wieviel erhielten die Pangalisten, welche zu allen genannten Parteien in schärfstem Gegensatze sich befanden? Der Sanierungsminister Eftaxias bekam ganze 3981 Stimmen, das ist die reale Basis des Bonapartismus im griechischen Volke! Warum zittert das »Juste Milieu« vor Pangalos?

Als der bonapartistische Diktator noch regierte, sammelten sich die Kräfte der Opposition im Kampfe gegen sein antinationales Regime, das mit Verheißungen einer Agrarreform und einer wahrhaft nationalen Außenpolitik begonnen hatte, um schließlich in imperialistischen Abenteuern zu enden. Die Erben des Diktators, das eukumenische Kabinett, und jetzt das Kabinett des »Juste Milieu«, haben sich schließlich auf einer Basis gefunden, die der Politik des kleinen Napoleon so ähnlich war, wie ein faules Ei dem anderen. Heute verhindert Papanastassi in eigener Person die Agrarreform, und das »Juste Milieu« trieb eine englische Politik, die für das griechische Volk von den verhängnisvollsten Folgen begleitet ist.

Teuer haben wir die englische Orientierung bezahlen müssen. Die Anleihe kam wohl zustande, aber welche sonstigen Folgen hat es für Griechenland gehabt? Die Krise bleibt permanent, die Lebensfragen der breiten Massen sind ungelöst. Hat England wenigstens seine mazedonischen Kettenhunde, die Mordorganisationen Protogueroffs an die Kette gelegt? Wurde nicht der serbisch-bulgarische Konflikt auf griechischem Boden ausgetragen? Haben nicht die Attentate in Saloniki, ausgeführt von den Schoßkindern der englischen Politik, die legitimsten Interessen Griechenlands gefährdet? Und nun auf einmal, mitten in das Krachen der ORIM-Bomben und der Bulletins der zweiten Abteilung der dritten Armee kommen die Nachrichten von den pangalistischen Verschwörungen. Alle Armeekorps versenden Bulletins, alle Generäle geben Loyalitätserklärungen ab, — wozu der Lärm? Man begann die Pangalisterhebung dadurch »gläubwürdig« zu machen, daß man von einer Kooperation der Pangalosleute mit den — Kommunisten faselte! Nach einem Tag mußte Papanastassi selbst offiziell dementieren, »daß ihm von solchen Versuchen eines Zusammenwirkens zweier Parteien nichts bekannt« sei. Nicht einmal die »Altmarxisten«, welche im Kooperieren mit zweifelhaften Partnern, eine traurige Berühmtheit erlangt haben, hätten sich dazu hergegeben. Die Pangalisten haben bei keiner Arbeiterpartei eine Basis zu finden vermocht und die Spekulation, verzweifelte Tabakarbeiter von ihren Daseinsinteressen abzulenken und für bonapartistische Interessen zu mißbrauchen, mußten und müssen scheitern. Die Arbeiter haben nicht vergessen, daß es Pangalos war, der ihre Führer in die Verbannung und sie ins Elend jagte.

Aber die Pangalisten ließen nicht locker. Sie sahen sich nun wirklich nach Bundesgenossen um und nach kurzer Zeit hörte man von einer monarchistisch-pangalistischen Kooperation. Der Exkönig Georg kam nach Wien und in seinem Hotel liefen die Fäden zusammen. Scheinbar ist es aber zu keiner völligen Einigung gekommen, denn die »reintegrierten« Offiziere des Königs und die pangalistische Soldateska stehen nicht auf derselben Basis. Haben doch die pangalistischen Putschversuche nur dadurch in der Armee einen gewissen Rückhalt finden können, daß durch die Wiedereinstellung der konstantinischen Offiziere die Unteroffiziere in ihrem Avancement und die Offiziere an ihrer Gage verkürzt wurden. Sollten die Pangalisten wirklich sich den intransigenten Monarchisten in die Arme werfen, so würde die ganze

Masse der Unzufriedenen zu den venizelistischen Fahnen zurückkehren. Pangalos hat also ein Interesse daran, allenfalls mit den monarchistischen Männern zu kokettieren, aber eine ernste organisatorische Bindung wäre gleichbedeutend mit dem Zusammenbruch seiner letzten Hoffnungen. Pangalos hat keine nennenswerte Organisation, wie das griechische Parteiwesen ja überhaupt mehr auf Stimmungen, wie auf organisierten Gemeinschaften beruht. Aber er hätte immerhin durch ein geschicktes Anknüpfen an die Bedürfnisse der erbitterten venizelistischen »Faktoren« einigermaßen Fuß fassen können. Er hat es nicht getan. Er spielte die Karte des Königs aus und die Regierung, die vor ihm zitterte, war der Treue der Armee, einer nur allzu zweifelhaften »Treue auf Kündigung«, für einige Zeit gewiß.

Während der Pangalosunruhen hat das »Juste Milieu« seine Hoffnungen auf einen Mann gesetzt, der gar bald den kapitalkräftigen Herren der konservativ-venizelistischen Partei gefährlicher werden kann, wie Pangalos es je werden könnte. Es ist Kondylis, der ehemalige Ministerpräsident. Mögen sich die »politisierenden Säbel«, wie Othonaios scheinbar zurückgezogen haben, Kondylis beginnt erst wieder in den Vordergrund zu treten. Drohend tönen seine Worte Michalakopulos entgegen: »Wenn wir im Auslande keine Anleihe finden, dann werden wir sie im Inlande finden, indem wir die großen Reserven an Reichtum heranziehen. Wenn man leichten Herzens drei Milliarden dem armen Volke aufgebürdet hat, wäre es nicht auch möglich, der Plutokratie eine Anleihe aufzuzwingen, um den Wiederaufbau des Landes durchzuführen!«

Die griechischen Intellektuellen der panhellenistischen Bewegung stehen Kondylis mit größter Vorsicht gegenüber. Sie wissen, daß er einst als Agent der Entente in Südrußland ruhmlos Lorbeeren geerntet. Aber sie haben auch nicht vergessen, daß er, selbst ein Bonapartist reinsten Wassers, die englische Heloten-Herrschaft des Diktators Pangalos niederschlug und die demokratische Republik aufrichten half. Es ist wahrlich nicht seine Schuld gewesen, daß der Venizelismus seine Tradition verriet und das eukomenische Kabinett mit gemäßigten und unmäßigen Monarchisten, zuletzt das Ministerium des »Juste Milieu« mit General Metaxas geschaffen hat.

Pangalos, der als Diktator die versprochene Agrarreform verhindert hat, ist keine Gefahr für das »Kabinett der Mitte«. Kondylis, als Verfechter der Interessen der Flüchtlinge kann zu einer ersten Gefahr werden, eine Gefahr allerdings auch für die arbeitenden Massen, die sehr gut wissen, daß alle Fraktionen der Soldateska, zur Macht gekommen, anders sprechen, als vor der Machtergreifung. Tatsache ist: durch einschneidende Maßnahmen werden die Offiziere unter verschärfte Disziplin gestellt und der kampflöse Sieg über Pangalos hat dem Kabinett des »Juste Milieu« das Machtbewußtsein gegeben, mit seinen Gegnern aufzuräumen. Während aber die Krämerseelen des »Kabinetts der Mitte« das Sanierungssystem verankern und seine Abhängigkeit von der englischen Politik durch die Berufung eines irisch-englischen Offiziers als obersten Gendarmerie-Instruktor dokumentieren, steigt die Unzufriedenheit. Die Gehaltsreform wird durchgeführt, die regierungsfremdesten Offiziere entsenden Deputationen, während die Möglichkeit eines militärischen Pronunziamentos immer größer wird.

Die Flüchtlingsfrage steht auf der Tagesordnung und der Regierungsentwurf über Kolonisation harret der Verwirklichung. Die letzten Ereignisse in Griechisch-Mazedonien müssen allerdings zu denken geben: Eine weitere Verfolgung der bulgarophonen autochthonen Bevölkerung bedeutet eine Stärkung der bulgarischen Irredenta. Die griechische Kammer darf nicht »pour le roi de Bulgarie« arbeiten. Sie muß die Flüchtlingsfrage lösen durch eine energische Agrarreform. Ohne Anleihe von außen, ohne Protektorat der Großmächte, kann das »Kabinett der Mitte«, in dessen Reihen Vertreter des Großgrundbesitzes und des Finanzkapitals sitzen, diese Aufgaben nicht erfüllen. So muß das Kabinett durch die werktätigen Massen selbst vor die Alternative gestellt werden: Erfüllung der sozialpolitischen Forderungen, Lösung der Flüchtlingsfrage durch eine radikale Agrarreform oder — Rücktritt des Kabinetts! Die Massen sammeln sich zum Abwehrkampf und die Konfusion des Kabinetts der Mitte steigert noch die Möglichkeit eines bewaffneten Umsturzes. Noch ziemlich fern von den Massen, aber noch immer der Heros seiner Offiziere wetzt Kondylis sein Schwert. Das Kabinett des »Juste Milieu« ist in Gefahr.

Melingos.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Thirrja e Komitetit të Çlirimit Nacional dhe e Komitetit të Kosovës

Pas një radhë luftërash heroike, pothua gjysma e Shqipërisë arriti më 1912 të përkëmbet në formë të një Shteti independent, kurse pjesa tjetër ishte lënë ndënë zgjedhën sërbe e greke. E shkëlur prej ushtërive luftonjëse në kohën e luftës së përgjithëshme dhe e frikësuar të coptohet si mbas traktateve të fshehur q'ishin lidhur ndërmjet fuqive imperialiste, Shqipëria independente, pasi pati shumë humbje të tjera, diti më 1920, pas zbrazjes së Vlorës prej Itallianëve, t'affirmojë rishtazi të drejtat e saj për të rrojtur. N'atë kohë, Shqipëria u pranua si antare e Lidhjes së kombeve, e cila i njihet e i garantonte zyrtarisht independencën dhe tërësinë tokësore të saj.

Po këjo nuk që veçse një episodë e shkurtër. Më 1924, Shqipëria u fik prej një invazioni jugosllav, i përgatitur gjer e gjerë, i cili pruri në fuqi Ahmed Zogun me bejlerët e tij feodalë.

Më 1926, hyrja e gjithënjëshme e imperializmës italljane në Shqipëri përfundoi në traktatin e Tiranës q' i u imponua popullit shqiptar nga Z. Mussolini, me ndihmën e Anglisë konservatore. Ky traktat është mohimi më i shkëlqyshmë i independencës së Shqipërisë dhe heth themelet për invadimin e Ballkanëve prej imperializmës italljane. Përfundimet e tij, plot mynxyrë për Shqipërinë q'është viktimja e parë, do jenë gjithashtu fatale për të tërë vëndet ballkanikë si dhe për paqen në Ballkanë e n'Evropë. Është pra e domosdoshme që mbi këtë traktat të hiqet, dhe në një mënyrë krejt të posaçme, vërejtja e botës së qytetëruar.

Traktati i Tiranës e vuri Shqipërinë ndënë protektoratën italljane dhe garantoj inamovibilitetin ministerial t' Ahmed Zogut. Përveç kësaj, guvernua e Zt. Mussolini nuk lë as një dyshim në këtë gjë. Ajo deklaroj shumë herë se nuk pranua që të diskutohet mbi traktatin e Tiranës, as në Gjenevë as gjëkund tjetër. Tani fare afër akoma, një notë e agjencisë zyrtare »Roma« numuronte arsyet, për të cilat Itallia duhet të ruajë mbajtjen e Ahmed Zogut në fuqi. Si mbas kësaj note, Itallia nuk mund të lejojë që ndrrime qeverirash të rezikojnë interesat e saj dhe privilezhet e fituar në Shqipëri. Çështja u prë çiltazi dhe pa mos lënë as një dyshim.

Z. Mussolini ka aryet e veta. Për të realizuar qëllimet e tij të zaptimit, ka doemos nevojë për një trathëtor si Ahmed Zogun dhe për një regjim terrorist si ay q'është themeluar në Shqipëri qysh prej 1925. Ky regjim i përgjakshëm karakterizohet me një vark aktesh trathëtije të lartë. Ahmed Zogu këtë regjim e inauguroj me një invazion jugosllav, e kurorëzoi me falje tokash jugosllavisë dhe e konsolidoi me transformimin e Shqipërisë në një koloni italljane. Ay mbretëron në Shqipëri, si një satrap medieval (derebej i shekujeve të mesme), në një luks q' i koston Shtetit shqiptar më tepër se një milion franga ari në mot. Lakëmonjës i pasurive, ka mbledhur në dy vjet e sipër një pasuri prej shumë milionash, duke bërë të tijnjë gjënë kombëtar, duke grabitur më të djathtë e më të mëngjërt, duke i u shitur të huajve pasuritë kombëtare, duke kallur vëndin e vetë

ekonomikisht ndënë kapitalizmën italyane dhe duke i u lënë Itallyanëve të drejtën të kolonizojnë tokat pjellore të Shqiprisë.

Për të mbytur opozitën, ngriti gjithë liritë Konstitucionale dhe e la vëndin në mëshirë të bandave të tij prej brigandësh, prej sikarësh, e prej spjunësh q' i quan armata e tij, dhe që hanë më tepër se gjysmën e t' ardhurave motore të Shtetit. E futi popullin shqiptar në robërinë më barbare dhe në mjerimin më të tmerrshëm. Vrau, dëboj ose burgosi patriotët e intelektualët që krijuan Shtetin independent shqiptar dhe q' e qeverisnë gjer më 1925. Shtrengoji të dalin jashtë dy ishregjentë, tre ishkrjemministrë, dy priftër të mbëdhën, pesëmbë-dhjetë ishministrë, gjithë deputetët e opozitës, me duzina nëpunës të lartë e oficerë t' armatës dhe qindëre malsorë. Nuk duron në vënd as një zë të lirë, as një njeri të ndershëm, duke mbytur në gjak çdo opozitë të regjimit të bejlerëve feodalë, vegla të zakonëshme të dominatës së huaj.

Para regjimit të sotshëm, Shqiprija s' kishte borxhe; tan ka aq shumë sa që nuk do mundë të shpëtojë prej tyre në një kohë të giatë prej dhejtërash vjet. Financat dhe buxheti ndodhen në një lloq që s' mund të çerohet për një periudhë të giatë. Fshatarët po lëngojnë ndënë barën e rëndë të pagesave. Për të paguar këto, janë të shtrenguar t' u shesin tokat e veta kapitalistëve italyanë dhe të bëhen skllëvërit e tyre. Esht pikërisht ky regjim që traktati i Tiranës është i destinuar t' a përjetë të.

Dhë më akoma. Shqiprija duke mos qënë veçse etapa e parë dhe baza direkte e hyrjes italyane në Ballkanë, po bëhet fusha e luftës ndërmjet imperializmës italyane dhe sërbe. Konflikti italo-jugosllav nuk është veç parathënia eloquente (që flet vetë) e asaj lufte. U përpoqnë më kot t' a mbytin me formule diplomatike. Nuk do mundin të bëjnë tjetër veçse t' a vonojnë, sepse s' ka veçse një zgjidhje të vetme: anulimi i traktatit të Tiranës dhe rivëndimi i independencës shqiptare.

Po me që Z. Mussolini refuzon kategorikisht të bisedojë përmbi paktin italo-shqiptar dhe me që është i ndihmuar në këtë attitudë prej Anglisë, s'ka as një possibilitet të ma të fund sot për sot konflikti italo-jugosllav. Ky konflikt, kundër së gjithash, do ekzistojë, do bëhet kronik dhe do keqësohet më tepër e më tepër. Vërtet, situata është e tillë që më i vogli incident mund t' i apë shkak një ndezjeje të ré ballkanike, reperkusjonet e së cilës do jenë fatale për paqen n' Europë. Dhe ahë, Shqiprija, e cila ndodhet që nashti mbi lukuramën e humbjes definitive, do jetë e mbytur në gjak e në zjarr.

Të tilla janë efektet e traktatit të Tiranës, aq të liga për popullin shqiptar sa dhë për të gjithë kombet ballkanikë e për paqen e Europës.

Sa për krahinat e tjera shqiptare që gjënden ndënë dominatën e huaj direkte, situata e atyre nuk është më e mirë. Në Kosovë e në krahinat e aneksuara prej Sërbisë, popullsija

shqiptare e të cilavet kapërcen në numur atë të Shqiprisë, autoritetet përdorin të gjithë mjetet për të çfarrosur elementin shqiptar: kanë shkretuar distrikte krejt (si ato të Plavës, Gusinjes, Ipekut, Prishtinës, Mitrovicës, të Hotit e të Grudës) dhe masakruar me mijëra burra, grà e fëmijë. Me gjith që proklamojnë principe si „independenca shqiptare“ dhe „Ballkanet për popujt ballkanikë“, militaristët sërbe nuk e ndrojnë politikën e tyre armiqësore drejt pakicavet shqiptare as drejt Shtetit.

Politika e militaristëve grekë është një soj me atë të konfrerëve sërbe. Dhë ata përpiqen, me të gjithë mjetet, të çdukin pakicat shqiptare ndënë dominatën e tyre, duke i shtrenguar të dalin jashtë atëut, dhe të grekësojnë Shqiprinë jugore ndënë hije të privilezheve të marura nga qeverija feodale shqiptare.

Duke qënë e tillë situata e tërë popullit shqiptar, t' atij që mer pjesë në Shqiprinë e sotme dhe t' atij që ndodhet ndënë zgjedhën jugosllave e greke, i bëjmë thirrje opinionit publik të botës së qytetëruar për të ndaluar çfarrosjen e kombit t' onë në mes të shekullit të XX. I u bëjmë thirrje gjith antarëve të përparimit dhe i u kërkujmë të na ndihmojnë në luftën t' onë për çlirimin e popullit shqiptar prej zgjedhave të jashtme e të brëndëshme dhe për realizimin e një Shqiprije të bashkuar e të lirë, që të rrojë në relacione vëllazërore me vëndet e tjerë ballkanikë. Esht me këtë mënyrë që do mundim t' i kursejmë popujtë të Ballkanit dhe t' Europës një luftë të ré.

I u bëjmë thirrje gjith popujtë ballkanikë të shtypur dhe gjith turmave katundare e puntore ballkanike t' ekspluatuar, për të formuar një ballinë të njëshme kundër imperializmës italyane, e cila lakmonjëse e zaptimeve, frikëson sigurinë e ekzistencën e tyre si dhë t' onën. I ftojme t' ecin krak për krahe me neve n' udhën e realizimit të Federatës së lirë e të fuqishme të popujtë ballkanikë, e vetme garanti e lirisë dhe e independencës së Ballkaneve.

I u bëjmë thirrje gjith miqve të lirisë e t' independencës së popujtë të shtypur të na apin pëshitetjen më të gjerë e më reale në këtë luftë të shënjtë për të drejtën e ekzistencës së popullit shqiptar të coptuar prej forcës më brutale, të martirizuar e të përgiakosur prej shtypësve të brëndëshme dhe prej imperialistëve të huaj.

Për Komitetin e Çlirimit Nacional:

Fan S. Noli Lano Borshi
Konstantin Boshnjaku Dr. Nush Bushati
Dr. Omer Nishani
Kapiten Aziz Çami

Për Komitetin e Çlirimit të Kosovës:

Bedri Pejani Qamil Bala
Major Ibrahim Jakova

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

Osnovi nacionalne politike sovjetske vlade*)

Suština sovjetske administracije.

Svaka savezna republika imade pri općesaveznoj vladi u Moskvi svoje predstavništvo, a svaka autonomna oblast i autonomna republika imade svog nacionalnog predstavnika pri vladi dotične savezne republike. U svim centralnim političkim i ekonomskim institucijama privučeni su na rad ljudi iz raznih republika i od raznih naroda.

Beogradskim i bukureštanskim „centralistima“ izgledat će to i suviše „komplicirano“, „birokratski“ i — skupo. Vodje i narodi Sovjetske Unije misle drukčije. Tako je Stalín, govoreći 1923 g. na XII. kongresu komunističke partije o nacionalnim momentima pri izgradnji državnog sistema izjavio sljedeće:

„Ima dva načina upravljanja: jedan način, kada je aparat jednostavan i na njegovom se čelu nalazi grupa ili jedan čovjek, koji imade ruke i oči na mjestima, u obliku svojih gubernatora. To je — vrlo jednostavna forma upravljanja, pri čemu glava aparata, upravljajući državom, dobiva ona obavještenja, koja se mogu dobiti od gubernatora i glava tješi sebe uvjerenjem, da on upravlja pošteno i pravilno. Zatim nastaju trvenja, trvenja prelaze u konflikte, konflikti — u mjesne ustanke. Zatim se ustanici ugušuju. Takav sistem — nije naš sistem. Povrh toga, on je i suviše skup i ako jednostavan. U sovjetskoj državi mi smo dužni da usvojimo takav način upravljanja, koji omogućava predvidjeti potpuno tačno sve događaje i međur-

seljaštvom i medju nacionalnim manjinama... U sistemu najviših organa treba da bude niz barometara, koji će pokazivati svaku promjenu... i svaku prijeteću buru i nezgodu. Takova i jeste suština sovjetskog sistema upravljanja. Ona se i nazivlje sovjetskom vlašću, narodnom vlašću za to što je u stanju, opirući se na same mase, da prije nego svaki drugi sistem sazna i shvati svaku promjenu, preduzme odgovarajuće mjere i popravi liniju na vrijeme, ako se je iskrivila. Sovjetska vlast vrši sama nad sobom kritiku i popravlja liniju iz vlastite inicijative...

Gdje je balkanski, gdje je evropski državnik, koji bi ovako stvoreno, ovako smjelo i jednostavno u isti mah, postavio problem državne administracije?

Mjere za ubrzanje razvitka zaostalijih naroda Sovjetske Unij.

Interesi malih naroda i narodnih manjina zaštićeni su u Sovjetskoj Uniji kao ni u jednoj drugoj državi na svijetu, izuzev možda donekle Švajcarske. Nu dok se u švajcarskoj radi o osiguranju ravnopravnosti razvijenih nacija, u Sovjetskoj Uniji radi se o ostvarenju faktične ravnopravnosti za ostalih nacija sa razvijenijim t. j. o ubrzanom kulturnom i ekonomskom razvoju zaostalijih naroda uz potporu razvijenijih. A to je već mnogo teži zadatak, nego onaj koji je imala da riješi Švajcarska.

„Uzroci one faktične nejednakosti kriju se ne samo u historiji tih naroda, nego i u politici carizma, koji je težio da periferijske oblasti prevrati isključivo u izvore sirovina (pamuk u Turkestanu itd.) za industrijske rajone centralne Rusije. Zadatak je sovjetske vlade da otpočne sa dosljednim likvidiranjem svih ostataka nacionalne nejednakosti u svim oblastima društvenog i ekonomskog života i, prije svega, potrebno je otpočeti sa podizanjem industrije na periferiji putem prenošenja fabrika k izvorima sirovina (Turkestan, Baškiriya, Kirgizstan, Kavkaz) tekstilne, vunene, kožarske i drugih industrijskih grana.“ (Iz rezolucije o nacionalnom pitanju X. kongresa komunističke partije Rusije, g. 1921.)

U istoj rezoluciji utvrđene su direktive za kulturno-političko podizanje neruskih naroda:

„Da se olakša radnim masama neruskih naroda dostignuti razvijeniju centralnu Rusiju treba im pomagati:

a) razvijati i učvrstiti vlastitu državnu u granicama, koje odgovaraju nacionalnom sjedištu tih naroda;

b) izgraditi sudstvo, administraciju i ostale organe vlasti, koji bi funkcionalni na narodnom jeziku i bili popunjeni iz domaćih ljudi, koji poznaju uslove živote i psihologiju mjesnog stanovništva;

c) organizovati štampu, školstvo kazalište i sve ostale kulturno-prosvjetne ustanove na materinskom jeziku.“

Prošlo je već 6 godina, odkad je donesena ta rezolucija i skoro 10 godina, odkad je formirana sovjetska vlast. Takav razmak vremena omogućava da se ispituju praktični rezultati i stepen ostvarenja donesenih odluka. U slijedećim člancima mi ćemo se zadržati na praktičnim, konkretnim rezultatima nacionalne politike sovjetske vlade po nacionalnim republikama i po pojedinim narodima i nacionalnim manjinama. Današnji članak završavamo sa shemom nacionalnog razgraničenja S. S. S. R.

Nacionalno-državno razgraničenje Sovjetske Unije.

Politička karta bivše „jedinstvene i nedjelive“ carske Rusije izmijenila se je do nepoznanja. Stare šablonske raspodjele na gubernije je nestalo (gubernije ostale su samo u Velikorusiji), došla je raspodjela prema nacionalnim principu. Nova raspodjela izgleda ovako:

Ime republike ili oblasti	Veličina u tisućama km ²	Stanovništvo u tisućama	Kada je formirana	Glavni grad
S. S. S. R. (Savez Sovjetskih Socijalističkih Republika, kratko: Sovjetska Unija)	21.211	140.000	30. dec. 1922	Moskva
<i>Od toga dolazi na:</i>				
I. R. S. F. S. R. (Ruska Sovjetska Federativna Socijalistička Republika)	19.683	97.000	25. okt. 1917	Moskva
A u R. S. F. S. R. otpada na:				
<i>a) autonomne republike:</i>				
1. Karelija	146	204	4. aug. 1920	Petrozavodsk
2. Čuvaška Rep.	15,4	869	20. juli 1920	Ceboksary
3. Tatarska Rep.	7	2.640	29. maja 1920	Kazan
4. Rep. Nijemaca na Volgi	27,4	509		Pokrovsk
5. Krim	25,3	810	19. okt. 1921	Simferopol
6. Dagestan	60	1.202	26. jan. 1921	Mahač-Kala
7. Baškiriya	155	2.800	28. marta 1919	Ufa
8. Kazakstan (prije Kirgizija)	2.995	5.500	11. sept. 1920	Kzyl-Orda
<i>sa: aut. obl. Karakalpakskom</i>	118	170	14. okt. 1924	Turtkulj
9. Kirgizija (prije Kara-Kirgizija)	246	830	14. okt. 1924	Frunze (Pišpek)
10. Jakutska	3.769	275	27. aprila 1922	Jakutsk
11. Burjato-Mongolska Rep.	419	450	13. juna 1923	Verbnje-Udinsk
<i>b) autonomne oblasti:</i>				
1. Komi (Zirjani)	428,5	200	25. aug. 1921	Ust-Sisolsk
2. Mari (Ceremisi)	19,2	460	7. nov. 1920	Krasnokšajsk
3. Votjaki	28	740	6. nov. 1920	Iževsk
4. Kalmiki	76,4	200	6. sept. 1920	Astrahan
5. Ojratska (Sibirija) (Sjeverno-Kavkaske auton. oblasti)	85	100	1. juna 1922	Upala
6. Adigejsko-Čerkeska	2,6	120	27. jula 1922	Krasnodar
7. Kabardinsko-Balkarska	12	180	6. sept. 1921	Nalčik
8. Karačajevo-Čerkeska	11,5	150	12. jan. 1922	Batal-Pašinsk
9. Čečenska	10	310	1. dec. 1922	Grozniy
10. Ingušetija	3	70	7. jula 1924	Vladikavkaz
11. Sjeverno-Osetinska oblast	6,1	150	7. jula 1924	Vladikavkaz
II. Ukrajina (U S. S. R. — Ukrajinska Sovjetska Socijalistička Republika)	430	28.000	16. dec. 1917	Harkov
<i>Od toga na autonomna republika:</i>				
Moldavija	8	50	12. okt. 1914	Balta
III. Bjelorusija (B.S.S.R. Bjeloruska Sovjetska Socijalistička Republika)	110	4.300	1. jan. 1919	Minsk
IV. Transkavkaska Federacija (T. S. F. S. R. — Transkavkaska Sovjetska Federativna Socijalistička Republika)	193	5.410	12. marta 1922	Tiflis
T. S. F. S. R. sastoji se od:				
<i>a) Azerbejdžan S. S. R. sa:</i>	85	2.000	27. aprila 1920	Baku
1. aut. rep. Nahičevan	5,8	77,4		Nahičevan
2. aut. obl. Gor. Karabah	4,2	138	7. juna 1923	Stepana-Kert
<i>b) Armenija S. S. R.</i>	36	910	29. nov. 1920	Erivan
<i>c) Georgija S. S. R. sa:</i>	72	2.500	25. febr. 1921	Tiflis
1. aut. rep. Abhazija	9,9	177		Suhum
2. aut. rep. Adžaristan	2,2	128		Baltum
3. aut. obl. Južno-Osetinska	3,6	82,4	20. aprila 1922	Činvali
V. Turkmenija (T.S.S.R. — Turkmenska Sovjetska Socijalistička Republika)	473	900	14. okt. 1924	Pohtorack
VI. Uzbekistan (U.S.S.R. — Uzbeška Sovjetska Socijalistička Republika)	322	4.400	14. okt. 1924	Samarkand
<i>Od toga:</i>				
1. aut. rep. Tadžikistan (III. Nastavak.)	135	740	14. okt. 1924	Džušambe

Dr. C. Antonetić

FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Tendințe și mișcări separatiste în provinciile anexate

România este astăzi un stat de naționalități, aceasta este un adevăr care rămâne, oricât cenzura dela București s'ar strădui să înăbușe afirmarea lui în presa din România. Cinci milioane din 17 milioane de locuitori sunt de altă

naționalitate decât cea română. Și cea mai mare parte din aceste 30 de procente de locuitori de naționalitate ne-română locuiesc în mase mai mult sau mai puțin compacte în părțile dinspre periferia țării. Ce este mai firesc atunci

decât ca în sânul acestor populațiuni minoritare, dat fiind regimul de asuprire națională la care ele sunt supuse în toate domeniile, să prindă și să se dezvolte tendințe și mișcări separatiste. Pericolul cel mare este, că aceste tendințe separatiste pot lua cursuri favorabile reacțiunii și șovinismului, dacă o mișcare național-revoluționară nu va ști să le capteze și canalizeze pe drumuri sănătoase. Astfel, ca să dăm o pildă, populația ungară din Transilvania poate fi ademinită să-și pună speranțele în Ungaria hortistă, aceasta cu atât mai mult cu cât chiar populația românească din această provincie este tot mai unanimă în a afirma, că »sub stăpânirea ungară lucrurile mergeau mai bine, decât sub dominația arbitrarului și a bunului-plac oligarhic românesc.

Dar ceea ce este caracteristic pentru România nu sunt atât tendințele separatiste din sânul populațiilor minoritare. Un fenomen specific »României-Mari« sunt tendințele separatiste, ce s'au născut și se dezvoltă în sânul populației românești însăși din diferitele provincii »dezrobite«.

Cea mai dezvoltată și mai caracterizată tendință separatistă de această natură, este cea din Basarabia. Populația de »rasă română« însăși din această nenorocită provincie, subjugată de oligarhia financiară dela București, blestemă ceasul când a fost »eliberată« de către »frații« din Vechiul-Regat. Ea năzuiește să scuture dominația românească și, ea-însăși, populația socotită românească din Basarabia, se consideră și se simte ca fiind de altă naționalitate decât cea română. Astfel ziarul național-tărănist »România« raportează zilele trecute următorul fapt, caracteristic în senzul afirmațiilor noastre: »Populația basarabeană numește pe cei din Vechiul-Regat »romanski«. Basarabienii între ei își zic moldoveni...« Realitatea este însă mai precisă decât nu o spune ziarul național-tărănist: punctul central înspre care gravitează populația basarabeană nu este București, dar nici Chișinău, ci este Republica Moldovenească de peste Nistru.

Deși mai puțin caracterizate și dezvoltate, totuși tendințele separatiste din sânul populației ardelenene nu trebuie trecute nici ele cu vederea. Mai ales în ultimul timp aceste tendințe au luat forme tot mai accentuate. Astfel în ziarul »Foaia Poporului«, care apare la Sibiu încă din anul 1892 și are un trecut de luptă națională sub dominația ungară, serie în numărul său din 4 Septembrie între altele:

»Atăția frați români din județul nostru, — unde n'au fost cele mai urâte fărădelegi, — cum și din alte județe, pe unde hoțiile și nedreptatea au fost mult mai mari, întrebă mereu: Se poate ca toate aceste fapte să rămână nepedepsite? E cu putință ca aceste alegeri să nu se strice? Nu putem merge la liga națiunilor? Nu se poate cere autonomie pentru Ardeal și Banat?»

Această mișcare autonomistă-separatistă este destul de puternică în toate straturile sociale, dar aproape generală la populația țărănească din Transilvania și Banat. Se'nțelege că cercurile oficiale caute s'o ignoreze; dar nenorocirea călăilor dela București este că această mișcare separatistă ardelenescă nu se lasă ea ignorată. În afară de manifestările de presă, ca aceea pe care am văzut-o adineaora și pe care presa reacționară dela București crede că o poate taxa de... »cidățenie menită studiului neurologilor« (Universul din 25 Sept.), țărănimea ardeleană își demonstrează în chip concret decâte ori are prilejul, cu vigoare și curaj, năzuințele separatiste. Astfel, cu prilejul unor »schize de mobilizare« executate de probă în Transilvania de către armată, populația ardeleană a sabotat orice măsură luată de către autoritățile militare și civile. Insuși ziarul »Indreptarea« (din 3 Oct.) trebuie să recunoască, că »răspunsul populației din noile teritorii a fost că nu vroeste să dea concurs unei armate, pe care politica a pus-o în slujba partidului liberal... Poporul de aci, din provinciile alipite, este azi mai rău patriot de cât orice strein... Dacă un țaran, preot, învățător întâlnește un evreu, care a stat 20—30 de ani în satul lui, cu toate că l-a speculat, la revedere îi vorbește din toată inima și îndată ce s'ar apropia un regătean de ei, românul îi zice: păzește că se apropie un țigan.«

În realitate țărănimea ardeleană a refuzat să dea orice sprijin mobilizării armatei nu pentru că liberalii au pus-o în slujba lor, ci pentru că populația ardeleană nu vrea să ajute o armată pe care o consideră ca fiind a unui stat străin. Și cum să nu considere populația ardeleană statul român ca fiind un stat de asuprire străină,

când ea este supusă unui regim de țără cucerită, așa precum o dovedește și următorul fapt, pe care îl semnaleză »Adeverul« din 6 Oct.: »Prefecții, pretorii și notarii înțeleg să execute ordinele centrului (de a strânge contribuții pentru clădirile școlare, I. M.), după un procedeu uzitat numai de administrațiile ad-hoc în teritoriile ocupate de trupe inamice: edictarea unui tribut pe termen scurt, în limitele unei cifre fixate după socoteli arbitrare. Cutare notar anunță comuna pe care o administrează, că trebuie colectată în termen de 10 sau 15 zile suma de 500, 600 sau 800 de mii de lei. Ordin scurt și categoric, ce se cuvine a fi executat fără a crâcni. Se înțeleg urmările unei atari procedări de »Militärverwaltung«.

Zadarnic încearcă clicile stăpânitoare dela București să facă răspunzători de aceste tendințe și demonstrații separatiste ale țărănimei ardelenene pe conducătorii național-tărăniști. Este adevărat că în rândurile conducătorilor și intelectualilor ardeleneni deziluzia »dezrobirei« este foarte mare. Intelectualii ardeleneni au fost altădată ispitiți de către agenții Habsburgilor să accepte ideea unirei cu România dinainte de război în granițele unei »Groß-Oesterreich«, dar ei au rezistat unor asemenea propuneri, deși în cazul când ei le-ar fi acceptat, ei ar fi jucat în »Groß-Oesterreich« un rol cu mult mai mare, decât îl joacă astăzi în România-Mare. Astăzi însă, când au învățat să cunoască ce înamnă stăpânirea oligarhiei brătieniste, nu ar fi de mirare dacă și în sânul intelectualilor ardeleneni deziluzia ar duce la trezirea unor regrete după »Groß-Oesterreich« și a unor tendințe autonomiste-separatiste. Dar deocamdată între deziluziile conducătorilor naționali și între tendințele și demonstrațiile separatiste ale țărănimei ardelenene nu există nici-o legătură cauzală. Mișcarea separatistă a țărănilor ardeleneni poartă un caracter evident revoluționar, pe când conducătorii naționali din Ardeal cel mult dacă vor schița gesturi »regionaliste«, pentru a șperia și șantașa oligarhia și a o sili să facă concesiuni mai mari burgheziei ariviste ardelenene în cadrul României-Mari asupritoare de naționalități.

Totuși nu trebuie uitat, că conducătorii național-tărăniști din Ardeal stau sub presiunea masselor, și ici-colo ei trebuie să dea masselor posibilitatea de a »răsufla«. Nu degeaba se laudă acești conducători, decăteori oligarhia îi acuză de »revoluționarism«, că dacă ei, conducătorii național-tărăniști, n'ar exista, oligarhia ar trebui să-i inventeze, căci ei sunt singura garanție că fierberea masselor nu va priceini explozia cazanului României-Mari. Conducătorii național-tărăniști trebuie să dea deci puțința masselor de a răsufla din când în când. Deaceia îi vedem și acum, când fierberea în sânul țărănimei ardelenene a luat proporții îngrijorătoare, pregătindu-se să dea acestei fierberi amenințătoare o gaură de ieșire nepericuloasă: conducătorii național-tărăniști se pregătesc să convoace la Alba-Iulia o mare demonstrație ardeleană.

Se știe că în această localitate din centrul Ardealului s'a votat în 1918 »unirea« cu România de către adunarea populară convocată aici în acest scop. Ori, acum, când se vor implini zece ani de când la Alba-Iulia s'a votat unirea pe baza unor condițiuni democratice, adunarea demonstrativă pe care o pregătesc național-tărăniștii capătă în ochii oligarhiei proporții neliniștitoare. Conducătorii național-tărăniști văd în demonstrația dela Alba-Iulia numai un mijloc de șantajare a oligarhiei; dar oligarhia cunoaște fierberea din păturile de jos ardelenene și știe că o asemenea demonstrație va căpăta în ochii și în conștiința masselor țărănești ardelenene un senz cu totul altul decât acela pe care își inchipui să i-l dea conducătorii național-tărăniști, și deaceia oligarhia se pregătește să împiedice demonstrația.

Că demonstrația dela Alba-Iulia va fi sau nu împiedicată, un lucru este însă limpede: chiar conducătorii național-tărăniști, cari stau pe punctul de vedere al României-Mari și sunt gata la compromis și înțelegere cu oligarhia dominantă, chiar și ei sunt siliți să pună pe tapet chestiunea nerespectării pactelor de unire (dela Alba-Iulia, Cernăuți și Chișinău). Aceasta este o dovadă că mișcarea separatistă și autonomistă a țărănimei din noile provincii a luat asemenea proporții, încât ea nu mai poate fi ignorată.

Este de datorită luptătorilor cinstiți ai muncitorilor și țărănilor să împiedice ca această mișcare să devină un mijloc de șantaj în mâinile unor politicieni, și să îndrumeze tendințele masselor țărănești din aceste provincii pe calea unei mișcări național-revoluționare, mergând mână-nmână cu mișcarea revoluționară a muncitorilor.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Мусолини, Ляпчев, Протогеров. Атентатите в Македония

През последните седмици Македония под сръбско иго бе арена на отделни терористически акции. В продължение на по-малко от един месец там се извършиха редица атентати: в Гевгели, на ж. п. линия Скопие-Солун — при гара Удово, в Кочани, в Клисурса — на сръбско-българската граница, в Битоля, в Шип, където бригадният командир ген. Ковачевич бе убит.

Отначало се мислеше, че тия терористически акции са дело на сръбското правителство, обаче скоро се установи, че те са дело на организацията на Протогеров и Ив. Михайлов, която побърза да обясни на неосведомените в техните дела хора, че тия акции били техно дело. При това, тая организация, от страх да не би «славата» за нейните подвизи да се препише другиму, побърза да заяви, че и атентата при Пчиня, извършен в началото на юни т. г. и който причини толкова много нещастия на македонския народ, бил техно дело.

Официалните мотиви за тия атентати се посочват в публикуваното в софийския печат съобщение на тая организация, в което, след като се посочва, че в Македония под сръбска власт през тая година терора е бил засилен, че били арестувани и изтезавани македонски селяни, че в някои градове в Югославия и в Македония били арестувани и зверски бити македонски студенти и други граждани, се заявява, че някои нейни «бойни сили», прибегнали към тия акции, отговаряйки на терора с терор, понеже в Македония под сръбска власт всички легални пътища за борба — свобода на събрания, сдружавания, печат и избори, били задржстени.

Тия са официалните мотиви на организацията на Протогеров и Михайлов за извършените от нея атентати. Обаче тия «обяснения» не са от характер да убедят даже и най-неосведомените хора по македонските работи, че тая организация не е имала други мотиви да извърши атентатите. За всеки непредубеден общественник, който малко от малко познава делата на Протогеровци и Михайловци, е ясно, че други са мотивите за тия терористически акции. Защото странно звучат думите: понеже на македонците всички легални пътища на борба са задржстени, затова и организацията отговори на терора с терор — произнесени от една организация, чиито шефове са окървавени в братска кръв, които ежедневно избиват ней-преданните и честни македонски синове, които изпълняват ролята на палачи на българските селяни, работници и интелгенти и които крепят най-тираническият режим в света — режима на воената лига в България.

За да разберам мотивите на терористическите акции на организацията на Протогеров и Михайлов, трябва да разгледаме сегашното положение на Балканите и ролята на сегашните балкански правителства и тая на западно-европейските империалистически държави в балканските страни.

*

В всека балканска държава господства фашистка и милитаристична диктатура. Сегашните балкански правителства, всички без изключение, са съгласни върху методите на управление, които те прилагат по отношение на работниците, селяните и потиснатите народи. Когато се касае да се пречи на борбите за освобождение на потиснатите класи и народи на Балканите, всички те прибегват към най-брутални мерки, нарушават своите собствени закони. За тех понятията свобода на печата, събранията, словото, сдружаванията, изборите са относителни. Те дават свобода и пълна свобода само на партии и групи, които поддржат

техните режими, на разни «отговорни» и «неотговорни» фактори. Но колкото и да са съгласни в мерките, които всички те прилагат към потиснатите класи и народи на Балканите, то между тях, между сегашните балкански правителства има и противоречия, които се обуславят от стремлението на всеко едно от тия правителства, което се явява изразител и представител на всека една от своите буржуазии — да простре своето влияние върху по-голям брой хора, да увеличи своята територия, да заграби земи, които понастоящем се владеят от неговия съсед, да разшири своята експлоатация в други места и върху други трудови маси и да получи по-добри условия за класата, която всеко едно от тях представлява. Сръбското правителство например, се стреми да разшири на юг, юго-изток и юго-запад, значи към Солун, Албания и Кюстендил и Петрич своята власт; българското правителство — към юг, запад и северо-изток; гръцкото правителство — към Петрич и Изт. Тракия и ромънското правителство — към Русе-Варна. За тая своя политика тия правителства търсят покровители. Но тия правителства не са самостоятелни в своята политика, която е подчинена на тая на западно-европейските империалистически държави: Англия, Франция, Италия. Всека една от тия три последни държави се стреми да засили своето влияние на Балканите. Франция прокаква своето влияние чрез Югославия, донейде и чрез Ромъния; напоследък тя се опитва да измести английското и италианско влияние в България. Италия е пълн господар в Албания и има силно влияние в Гърция и България; Англия поддържа Италия, а понекога се явява в ролята на помирител между балканските държави, които се намират под влиянието на първите две империалистически сили. За последната най-важното е да може да получи там разни концесии за своите капиталисти, да експлоатира Балканите економически и да може да ги групира — за сега тая е главната ѝ задача — в един блок против Съветския Съюз.

Най-заинтересованата на Балканите е Италия.

Тя гледа на Югославия като на свой противник; тя се стреми да бъде господар на Адриатическото море и да присъедини територии от Далмация, Хърватско и Словения. Тя иска да господства на Балканите. Първата стъпка тя е вече направила. Албания е превърната в васална държава. Сега обекта ѝ е Македония под сръбска власт. При сегашните съотношения на силите на Балканите и в света, тя не би могла да разчита да простре своята власт върху тая страна. А при невъзможността да я превърне в колония, тя се стреми да използва събитията там, за да застави югославянското правителство да ѝ направи концесии, които ще я приближат до целта, която преследва. Тук трябва да се търсят главно мотивите на последните атентати в Македония.

За подкрепа на мислите, които току що развихме, служи и отношението на западно-европейските капиталистически държави към разигралите се напоследък събития.

Печата на Мусолини взема всецело страната на Протогеров и Ив. Михайлов; той дава най-подробни сведения за атентатите и най-горещо защитава автономистическите шефове. Органа на френската едра буржуазия и изразителя на политиката на френското външно министерство, le Temps, обявявайки се против атентатите, бърза да заяви, че българското правителство немало никаква прека отговорност в престъпните дела на комитаджиите. Нещо повече. За да «докаже», че българското правителство било «лоялен съсед» на Югославия, същият вестник пише, че факта, какво през време на най-критичния момент на итало-югославянската

обтегнатост (Тиранския пакт) и сръбско-албанския конфликт (арестуването на сръбския драгоман Джурашковиќ), това правителство не се отказало нито за момент от своето најлоялно поведение и не потърсило да се възползува от тия събития за сметка на съседната държава, показва, че България не мисли да нарушава мира на Балканите. Поведението на френските дипломати в Белград и София показва същото; те се стараят да използват тия събития за да засилят влиянието на своето правителство в България. Ролята на Англия по тия събития е примирителна. Нейните представители в Белград и София, както и печата на сегашното консервативно правителство препоръчват също тъй умереност; те правят всичко възможно да не се усложни положението на Балканите до една война, защото Англия за сега не желае да избухне война в тая част на европейския континент.

*

По чия заповед или по чие внушение са извършени атентатите в Македония под Сърбия? Известни са близките връзки на Протогеров и Ив. Михайлов с италианския фашизъм. В Италия те се чувствуват като у дома си. Техните емисари свободно действуват там. През Италия те се прехвърлят в пашалъка на Ахмед Зогу, а от там — в юго-западна Македония. Ясно е, че Протогеров и Михайлов извършиха тия атентати като агенти на италианския фашизъм, но не трябва да се мисли, че те са извършили тия акции мимо правителството на воената лига в България. Мусолини ще използва атентатите за да разтройва Югославия, да я застави да утвърди Нетунското споразумение и да я принуди на нови концесии. Но тех ще използват и Ляпчев и Буров за да могат да се споразумеят с Белградското правителство —, а това споразумение ще стане, без съмнение, пак за сметка на македонския народ, както това всекога е бивало — при по-добри условия за българските фашисти. Без подкрепата и на правителството Ляпчев —, Протогеров и Михайлов не биха се решили да предприемат тия терористически акции, защото в такъв случай те биха рискували да изгубят главната своя база на действие — България и Петричкия окръг. Несериозно е да се мисли, че базата на Протогеров и Михайлов е в Македония под сръбска и гръцка власт.

В Македония под сръбска власт атентатори на Протогеров и Михайлов не могат да се задържат, защото целото население е не само против тех, но то и се бори против тех, като против агенти на чужди правителства. В Македония под Гърция положението за Протогеров и Михайлов е същото.

Базата в Петричкия окръг и в България те имат само с подкрепата на българското правителство. Тая база те не ще изгубят, до като воената лига, управлява в България, защото Протогеров и Михайлов са нужни на последната за целите на нейната вътрешна политика, защото те дават на разположение на фашисткото правителство нещастни македонци, като физически убици — а такива за съжаление те имат няколко десетки души —, за да се бори то против българските селяни и работници, защото Протогеров и Михайлов са едни от нај-добрите и нај-надеждни крепители на фашистката диктатура в тая страна. Освен това, правителството на воената лига в България може всеко време да използва тия македонски главорези за своята политика по отношение на Сърбия и Гърция. Ето защо, въпреки уверенията на Софийския кабинет и специално на министър Буров, дадени на югославянското правителство, че правителството щело да вземе «енергически мерки», за да попречи да се повтарят такива инциденти, че то щело да попречи на действията на комитаджиите — тия последните ще продължават своята предателска по отношение на македонския народ дейност, защото това диктуват интересите на българския и италианския фашизъм.

В какво в действителност се изразват «енергичните мерки» на българското правителство? Те се състоят главно в обявяването на военно положение в Кюстендилския и Петричкия окръзи.

А ние знаем какво значи обявяване военно положение нейде в България. Това значи, българските работници, селяни, занаятчии, интелигенти и младежи и македонските деятели да бъдат предадени всецело в ръцете на джелатите от воената лига; това значи нови арести, нови убийства на хора, които не поддържат фашистката диктатура и се борят по легален път за установяването на едно народно управление в тая страна.

Не преди много време в Петричко беха изчезнали «безследно» 15 души македонски селяни. С обявяването на военното положение — «безследните» изчезвания ще продъл-

жат и нито косъм не ще падне от главите на убийците на македонския и българския народи. Напротив, при режима на офицерите от воената лига, с които Протогеров и Михайлов са в нај-добри отношения, като другари от една и съща организация, издевателствата над населението в Петричкия и Кюстендилския окръзи ще се вършат по-незабележано за външния свет.

*

Кому се услужва с тия атентати?

Ние обяснихме: с тех се услужва на италианския и българския фашизъм и империализъм. Но не само на тех. С тех се услужва общо на балканската реакция. С тех се услужва на сръбския шовинизъм и милитаризъм, защото те му дават повод да засили терора в Македония под негова власт. Македонския народ е който ще изпита куршумите на сръбските жандарми. Терора е вече засилен. В много места е обявено военно положение; воените са пълни господари в тая страна; нови хилядници македонски селяни, занаятчии и работници са в затворите.

Но Протогеров и Ив. Михайлов не мислят за това. Те не искат да знаят за страданията на македонския народ, защото той е чужд на тех, както и те са чужди на него. Македонския народ нема нищо общо с тия главорези и чужди агенти. Те са предатели на неговата кауза. Той се отвращава от тех, той ги проклина. За това и Протогеров и Ив. Михайлов неможаха да намерят нито един местен жител за да извърши атентат; **всички атентатори са хора, които са изпратени от вън.** И колко отвратително е заявлението на тия чужди агенти, че те са извършили тия атентати като представители и изразители на самия македонски народ!

Режима в Македония под сръбска власт е тежък, непоносим. Сръбските управници гледат на тая страна като на чужда, завоевана страна. По отношение на нейното население те всичко си позволяват. Всеки ден се упражнява терор и се вършат грабежи, арести, изгезания, убийства над него. А що се от нася до права и свободи това население е лишено от всекакви национални и културни права, то не се ползува с политически и граждански свободи и поради изключителните условия, при които е поставено, то влечи един невъзможно тежък економически живот. Македонския народ негодува и се бори против велико-сръбския шовинизъм и империализъм. Но той не се бори и не мисли да се бори срещу тоя режим с отделни терористически акции, защото той знае, че по тоя начин не ще бъде премахнат съществуващия там режим. Той знае още, че такива акции ще влошат неговото положение, че последствията от тия акции за него ще се изразят в засилване на терора. Даже ако тия акции биха били извършени, не с оглед интересите на италианския и българския фашизъм, ако тия атентати биха били дело на честни революционери, македонския народ пак би ги осъдил, защото той знае, че не с атентати ще се освободи Македония. От дългогодишен опит македонския народ знае, че отделните терористически акции закрепват тиранията, че те не водят към неговото освобождение, а напротив, те задържат пътя на неговата освободителна борба. Неговия опит го е убедил, а и опита на другите народи му е показал, че само чрез масова революционна борба и единен фронт с угнетените народи и класи на Балканите той ще може да се освободи.

*

Не за първи път се вършат атентати в Македония; те не ще бъдат и последни. Тая система на борба са избрали Протогерови и Михайлови, защото тя може да се извърши с ограничен брой хора, защото тя е нај-малко рискувана за тех самите и защото тя е ефективна, следователно по-лесно ще може да бъде използвана от техните господари. Тая система на борба те практикуват още за да могат да минават пред малкото нещастни и заблудени македонци, които ги следват, че те са революционери. С тая система на борба, най-сетне, Протогеров и Михайлов услужват на балканската реакция и правят непоносимо положението на македонския народ. Въпреки това македонските фашисти ще продължават да следват тая своя тактика.

Атентатите ще престанат и в Македония, когато реакционните и фашистки режими на Балканите се провалят, се сгромоляшат и когато и в Македония настъпи едно друго положение, при което македонския народ ще бъде пълнен господар на своите съдбини.

Ето защо наложителна е борбата против съществуващите фашистки и милитаристични режими на Балканите. Борба смела и непримирима против сръбския и гръцкия шовинизъм и милитаризъм, борба безпощадна против българския фашизъм и военна диктатура, разоблачаване истинските намерения на западно-европейските империалисти,

разкриване предателската роля на македонските фашисти и енергична борба против тех, масова револуционна борба —, ето кое ќе ни доведе до целта, којо македонскиот народ преследва: Независима Македонија и Балканска Федеративна Република?

И тогата не ќе има вече атентати в Македонија!

Д. Влахов

Правото на балканските народи

Благодарение усилијата, които полага **Комитетата за заштита жервтите на белия терор**, благодарение дейноста, којо развиват емигрантските и бежански групировки от балканските народи, благодарение разпространението на Балканска Федерација, којо координира и централизира сведенијата односно истинското положение на Балканите, френското општествено мнение започва да се вљнува от постоянните насилия, които се вршат врху правата на балканските народи.

Балканска Европа и днес продлжава да е театр на цела верига от атентати против най-елементарните слободи на нејните населенија. Там цари най-отвратителниот фашизъм, којо навред носи робство.

Бесарабија, Македонија, Албанија и Черна-Гора, това са страни от којо долита ехото на страданията на потиснатите народи.

За да сздадат една велика Ромџнија, којо да служи како бариера против Сџветска Русија, великите сили от сџглашението улесниа анексијата на Бесарабија кџм Ромџнија, без да питат за това самите бесарабци.

В тази нещастна страна днес се шири страшно насилие и терор и благодарение сџключените дипломатически конвенции между букурешкото правителство от една страна, и Франција и Италија от друга, присџединението на Бесарабија кџм Ромџнија е вече ратифицирано, гарантирано. Право на народите!

Некога и Черна-Гора беше един от борците за »право и слобода«. Иллогизъм! Нејната национална независимост е брутално унищожена в полза на белградскиот централистически империализъм.

Македонија си остава вечно кџрвавата страна, разпокџсана между балканските милитаристични дрџжави: Сџрбија, Гџрција и Бџлгария.

Албанија стана италиански протекторат и нејното ослободение от игото на Мусолини не би џ дала друга алтернатива, освен тая да бџде поџлната от Југославија.

Тия балкански проблеми са разрешени с силата. Париџкото и римско правителства »платиха« на Ромџнија за нејното вџорџжено сџтрудничество през време на войната.

Лџвските части, които Југославија и Гџрција получиа в Македонија, сџстављават разбира се вџзнаградението за техното сџтрудничество.

Ненаситниот експанзионизъм на Италија причини заробането на Албанија. Великите сили никак не се грижат за установљаването на едно положение на Балканите, којо приближително поне да отговара на 14 Уилсонови точки, които силите на сџглашението уж зашџцаваха.

Осем години изминаха от како мирните договори се подписаха, а положението не се е изменило нито на џота; напротив, то се е опче повеќе влошило, зашто, ясно е, че други дипломатически инструменти се явиха, за да консолидират едно скандално и абсурдно териториално и економическо положение.

Правото на народите е навред цинично погазено. Општеството на народите е безсилно. Великите сили са пџлни с разни обещанија за своите васали, сегашните милитаристични и фашисткни правителства на Балканите. Това значи, че спасението на Балканите лежи в револуционната моќ на измџчените и изтерзани работници и селяни, в развитието на техното класово сџзнание.

Конкурираштите се помежду си бурџуазни дипломации, които са и виновниците за това положение на Балканите, се мџчат да сздадат ново миротворно средство. Говори се за »Балканско Локарно«.

Но не! Никакво Балканско Локарно не може да има, без да се зачете вољата на населенијата там! Никакво зачитане вољата на тия населенија не може да се очаква от сегашните балкански правителства!

Националните проблеми на Балканите повеќе от всеки друг пџт са тесно сџврзани с класовите проблеми.

Жан Зиромски

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЃИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Скупштински избори и национално питање

На Балкану, где се парламентаризам одавно обанкротио, скупштински избори не могу да послужат како огледало односа друштвених снага, они не могу да послужат како средство, помоћу кога класе, партије и организације пребројавају своје присталице. Скупштински избори не решавају такођер ни којој ће партији припасти власт. У Југославији, где се изборна кампања води у знаку дивље диктатуре кундака и говеђе жиле, скупштински избори треба да послужат како маска за покриће фашизма, како оправдање за спровођење политике дворско — милитаристичке клике — »Беле Рук«. Оно што су одлучили неодољиви дворски чиниоци има да се спроведе. А белорукци су решили, да влада Вукићевића — Маринковића треба да добије на изборима већину. Ради достигнућа тога циља пуштена су у саобраћај свамогућа средства крвалочног белог терора — забрањивање и растурање опозиционих зборована, хапшења, пребијања и убијана политичких противника, пресинање куглица из опозиционих кутија у владине кутије и т. сл., и. т. д.

Али и ако скупштински избори 11 септембра т. г. нису у стању, да нам послужат како огледало друштвених снага, које воде меѓусобну борбу, ипак они нам могу пружити неколико занимљивих поука. Пре свега, ови нам избори покажују, да су српске богаташке партије — радикална и демократска добиле већину и да ће ту већину добити све дотле, док буду држале државну власт у својим рукама, док буду имале на расположењу полицијске власти, судове, новчана

заводе и остале органе државног апарата. Дакле, добиле су већину оне српске богаташке партије, које спроведе политику националног угњетавања, које су помоћу Видовданског Устава претвориле Југославију у **тамницу посплачених народа**.

Али премда су српске богаташке партије и на овим изборима добиле већину, ипак се мора приметити, да је једна од њих (радикална) изгубила према изборима у 1925 години око 129.000 гласова. Дакле, српско село нема више поверења у велико-српску, радикалну партију. Српско селаштво почело је да осећа на својој сопственој кожи, да **онај народ, којо угњетава туђе народе не може бити слободан**. С тога оно почиње, да напушта радикалну партију, која са својом варварском политиком националног угњетавања не само да није решила национално питање у Југославији, него је напротив заоштрила државну кризу, повећала порезе, појачала пољопривредну кризу и тима створила очајан положај и на српском селу. Српско селаштво окреће леђе радикалној партији и постепено прелази Савезу Земљорадника.

Скупштински избори 11. септембра т. г. показали су, да је и партија Радића почела да губи свој утицај на хрватском селу. Радић је изневерио хрватској ослободилачкој борби, он је преварио хрватске селачке масе; он је престао да се бори за хрватску селачку републику, за независну и самосталну Хрватску; он је кукавички напустио **борбу за**

самоопредељење свију народа Југославије; с тога је Радић изгубио према 1925 години 170.000 гласова. Радић је постао монархиста, државо—творца. Јединствени национални фронт, Хрватске, који је био створен под руководством Радића, распао се. Хрватско сељаштво се разочарало у Радића, оно напушта његову партију, постепено прелази Републиканском Савезу Радника и Сељака, **једином доследном и храбром борцу за самоопредељење народа** до оцепцења, борцу за деобу велепоседничке земље сељацима без икакве оштете.

Словенска људска странка (Корошец) и ако је одржала све своје позиције у Словенији на овим изборима, ипак је изгубила Љубљану, политички и културни центар Словеније. То доказује, да и у Словенији почиње да се распада јединствени национални фронт, који је био образован под вођством Корошеца ради борбе за аутономију Словеније. Пошто се Корошец већ споразумео са српским богатшким партијама, ушао у владу и тиме напустио борбу за аутономију Словеније, отпочеће и у његовој партији да се оно исто одиграва што и код Радића.

Што се тиче Републиканског Савеза Радника и Сељака он је први пут сада иступио јединствено, са својом самосталном платформом у целој земљи, где је то било могуће.*) Најбољи успех постигао је Републикански Савез Радника и Сељака у Хрватској (12.606 гласова), затим у Словенији (9061 глас.), Војводини (8172 гласа), у Србији (5351 глас), Далмацији (4595 гласова), у Црној Гори (2096 гласова), у Босни (985 гласова). Укупно, Савез Радника и Сељака добио је око 43.000 гласова. Тај успех је у толико већи, кад се упореди са 1925 годином, када је Независна Радничка Партија у савезу са сељаштвом добила само 18.439 гласова. Ваља приметити, да је платформа републиканског савеза сељака и радника, у којој важно место заузима **парола самоопредељења народа**, привукла највише гласова, баш у оним покрајинама, где се национално угњетавање највише осеће и где су сељачке масе почеле губити веру у вођа старе вођства (Радић и Корошец) и ослобођавати се утицаја тога вођства.

Посла свршених скупштинских избора остала је она иста влада, која је била и пре избора т. ј. савез српских богатшких партија са муслиманским богатшима (Спахо). Тај се савез пре кратког времена проширио са ступањем словенске људске странке (Корошец) у владу. Дакле, богатшке српске партије споразумеле су се са муслиманским и словенским имућним партијама. Разуме се, да је тај споразум закључен на рачун радног народа, на рачун сељаштва, радништва и угњетених народности Србије, Босне, Словеније и других покрајина Југославије. Али тај споразум не може да значи, да је **национално питање** решено у Југославији; он не може да значи, да је државна криза Југославије решена.

Са гуменим куглицама се не решавају тако важна питања као што су национално и сељачко. Партије спахија, капиталиста и банкара доказале су, да нису у стању да реше национално питање. Оно се не може решити ни помоћу ревизије Устава; оно се може решити само **помоћу револуције**, то јест збацивањем с власти спахија, капиталиста и банкара и **васпостављањем радничко — сељачке власти**. А ова власт у стању је, да оствари **Балканску Федерацију радничко — сељачких република**, која ће бити способна да на целом Балкану **коначно реши национално и аграрно питање и ослободи радничку класу од капиталистичког угњетавања**.

Данас се спахије и капиталисти Србије, Босне и Словеније споразумеле, ујединиле, они ће гледати, да привуку у свој савез и богаташе других народности — Хрвата, Немаца и Маџара, како би заједнички могли, да се боре против радника и сељака свију народности. Својом угњетачком, империјалистичком политиком они ће све више и више увлачити у борбу против капитализма сељачке масе и у угњетене народности и тиме створити од њих савезнике радничке класе. Ови су избори показали и доказали, да радници, сељаци и угњетене народности могу да створе јединствени фронт ради узајамне помоћи, ради заједничке борбе; они су нам и сувише јасно показали, **какав велики политички значај може да има чврста, у зајамна веза између револуционарног радничког покрета, сељачког покрета и покрета угњетених народности. Ојачати и проширити ову узајамну везу јесте наш немосредни најважнији задатак.**

*) У многим местима Босне и Македоније полицијске власти силом су спречиле улазак представника Републиканског Савеза Радника и Сељака у суд ради потврђивања њихове листе. Тако на пр. у Сарајеву су пред судом били ухапшени сви предлагачи републ. радничко-сељачке листе. У Македонији су шта више и радићевцима физички спречавали, да поднесу своје кандидатске листе судовима на одобрење.

Чврст и солидан савез радника, сељака и угњетених народности не треба да се огледа само за време скупштинских избора; он треба да се продужи, учврсти и прошири и ради борбе против нових пореза, против опасности новог рата, против целокупне политике београдске дворска-милитаристичке клике.

М. Шуменковић.

Поводом југословенског јединства

(Један одговор листу »Фолксштим«)

Сматрам да треба бити увек одређен. Налазим такође да је моја књига »Целати« до новог распореда, на доброј основи и позитвна. Жалим што је то тако и волео бих да су фантастичне и фиктивне ове изнете оптужбе против неких данашњих режима и оне слике свирепости данашњице. Али авај! оне то нису. И сва побивања и демантији г. Хермана Вендела у »Фолксштим« нису могле оспорити истинитост тамо наведених чинењаца.

На први деманти г. Вендела одговорио сам јасно. Он нанова напада и то овога пута у главном оптужује моју »погрешну концепцију« коју имам о југословенском националном уједињењу. Наваљујући стално и понова на »претераности« и избегавање истине које су изнете у »Целатима« поводом страховитих мучења над политичким затвореницима. По г. Венделу, моје су информације одблесак пријатрасног мишљења »московских агената« којима сам се ја, по њему тобоже, једино обраћао за обавештења.

Сматрам за своју дужност, да најоштрије протестујем против ових оптужби, у циљу да амаловаже моју анкету.

Али се ја нећу задовољити до на опште примедбе одговором општим. Узимам најважнију мисао из чланка г. Вендела, коју је посветио у »Фолксштим« поводом моје књиге. Његова се теза састоји у тврђењу: да је југословенско уједињење, еминентно социјалистичко начело. Борећи се међутим против напора југословенске владе око стварања тога националног уједињења од различитих племена из разних покрајина које сачињавају Југославију, ми нападамо тиме један од наших главних захтева.

Ради се ту о прерушавању стварности, нији се остаци често налазе у политици империјалистичког и националистичког угњетавања. Увек се то чини у име уједињавања и хармоничног проширавања једне целине, у циљу злочиничке анексије. А овде се стварно ради о анексији. То је тачка којој нисам довољно најбољу обратио у »Целатима«. Овако како је извршено политичко уједињење Југославије, оно не носи обележје једне федерације, у којој свака од заинтересованих страна има иста права и исте слободе, напротив, то је централизација читавог низа разноликих етничких елемената: Хрвата, Словенаца, Црногораца и т. д. помоћу силе, у корист само Срба. Давно је томе, када је Радић осуђивас својим декоративним софизмом насилно заузимање власти.

Великосрпска буржоазија истовремено са савезничким империјализмом, који је гура и води, послужили су се на незаконит начин да их исмеју и да створе према јавном мњењу један и сувише близак однос са марксистичког становишта: о праву народа да сам собом располаже. Још једном, задатак овог права треба и може да потстрекне ка федерацији народа (ми смо присталице једне велике балканске федерације), али се не скривати иза једне обичне демократске реторике, ради подјармљивања под једну централистичку пројдрљиву силу.

Док се за политику југословенске социјалдемократске партије може рећи, из које се г. Вендел обавештава, да би унео што више забуне и дискредитовао логичну јасноћу наше доиста пролетарске концепције — да је издала у великој мери ствар југословенског пролетаријата.

Пре балканског и светског рата 1914 г. српска се социјалдемократија ставила на левици II Интернационале, то ће рећи, да је престављала једну праву револуционарну партију, а њени преставници Триша Кацлеровић и Драгиша Лапчевић гласали су у Скупштини против »ослободилачког« балканског и против »одбранбеног« светског империјалистичког рата.

За време империјалистичког рата вођа српске социјалдемократије Др. Живко Топаловић, бива заробљеник у Аустрији, али се ослобођава и враћа на солунски фронт, где је одржао читав низ говора српским војницима, апелујући на њих да продуже борбу до краја?

После рата, Лапчевић је прешао у редове социјалдемократе, издао ствар пролетаријата, славећи г. Пашића у великосрпској штампи честитајући му да је он »творца националне идеје«.

Шеф хрватске социјалдемократије Витомир Кораћ

бива одликован за »своје националне заслуге« од стране Краљевине С. Х. С.!

Истинска југословенска као и истинска балканска Федерација почива на самодређењу и стварној солидарности народних маса — а' то становиште у супротности је са оним — српске владе, њених помагача и империјализма.

Што се тиче изнесених чињеница о злостављању и мучењу политичких криваца, које сам цитирао, оне су ми достављене: било од самих несрећних жртава, било преко личности које су им блиске, отуда са пуним правом не сумњам у веродостојност и искреност истих. Не само што сам делимично објављивао. У осталом, био сам обавезан држим, већ сам убеђен да је чиста истина и оно што

да изоставим извесне појединости, јер би објављивање тих појединости повукло за собом нове прогоне према трећим.

Нека г. Вендел изради да се објаве искази који су учињени у разним комунистичким процесима — и јавно ће мишљене бити потпуно изграђено.

А докле, били би му веома захвални да нам каже шта је са Радомиром Вујовићем, који је по својој хапшењу мистеријозно нестало и, о коме је полиција давала веома противуречна обавештења. Његовим пријатељима стоји пуно право да се њега распитују и да сумњају, дали његово име није на оном дугачком списку мученика. Може ли то бити овога пута хотимице ућињено!

Анри Барбис

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

γιά την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΦΑΝ Σ. ΝΟΛΙ

Ο Φάν Σ. Νόλι γεννήθηκε στά 1882 στό Έμπορι Τεπέ. Νόος εμετανάστευσε στήν Αμερική, όπου έσπούδασε στό Πανεπιστήμιο τού Χάρβαρντ.

Άρχισε τήν εκκλησιαστική καριέρα ως ορθόδοξος ιερέας στά 1908, έπειτα έγινε στά 1918 αρχιμανδρίτης, μητροπολίτης τού Δυρραχίου στά 1923 Ίδρυτής της Αυτόκεφάλου Αλβανική. εκκλησίας. Μεταφραστής βιβλίων λειτουργικής στήν αλβανική γλώσσα. Πολύ γρήγορα έμπηκε στόν άγώνα γιά τήν αλβανική ανεξαρτησία (1902), και από τά 1906 βρισκεται επί κεφαλής τού εθνικού Αλβανικού κινήματος στήν Αμερική. Βουλευτής στό αλβανικό κοινοβούλιο από τά 1920—1924. Πρώτος αντιπρόσωπος της Αλβανίας στήν Κοινωνία των Έθνών από τά 1920—1921. ύπουργός των έξωτερικών στά 1922. Πρωθυπουργός στά 1924. Η κυβέρνηση του ανεγράφη από τήν εισβολή που άργάωσε ή Γιουγκοσλαβία κάτω από τήν αγγίδα τού άγγλικού και ιταλικού ιμπεριαλισμού. Καταδικάσθηκε σέ θάνατο από τήν κυβέρνηση τού Αχμέτ Ζώγου στά 1925.

Ο Φάν Νόλι είναι επίσης ένας από τους πιο καλούς συγγραφείς, και σοφούς της Αλβανίας και της Βαλκανικής. Αναφέρουμε από τά έργα του: „Ιστορία τού αλβανού εθνικού ήρωα Σκάντερμπεγκ“, τις μεταφράσεις του: τού Σενεπηρ: „Αμπλετ“, „Τούλιος Καίσαρ“, „Μάμπιερ“, „Οθέλλος“, τού Ίφεν: „Ένας έχθρός τού λαού“, „ή δεσποινά τού Οστέρρα“. τήν ελεύθερη παράφραση των Ρομπινζόν τού Ουάι Καγιαμ. κ. τ. λ.

Ο Μουσσολίνι σέ ένα λόγο του έδήλωσε πώς δεν υπάρχει θέση γιά τά μικρά κράτη και πώς πρέπει νά εξαφανισθούν. Άρχην έκαμε από τήν Αλβανία που υπέταξε και τήν έκαμε προτεκτοράτο του και που ετοιμάζεται νά μεταβάλει σέ άποκία Ιταλική. Δεν είναι ανάγκη νά τό πούμε, πώς δε θά σταματήσει στά Τύραννα. Η Αλβανία δεν άποτελεί παρά τόν πρώτο σταθμό της Ιταλικής διεισδύσεως: ή Γιουγκοσλαβία θά είναι ο δεύτερος σταθμός. Τήν έχει ήδη άπομονώσει χάρις στις συνθήκες που έκλεισε με τά γειτονικά της κράτη και δεν περιμένει άλλο παρά τήν κατάλληλην ευκαιρία γιά νά τήν στραγγάλισει. Ένισχυόμενος από τήν υποστήριξη της Ιμπεριαλιστικής Αγγλίας, δεν θά διστάσει νά επιδιώξει τήν πραγματοποίηση του προγράμματός του γιά νά εγκαθιδρύσει τήν ήγεμονία του πάνω στή Βαλκανική και γιά νά περιλάβει τούς λαούς της τελευταίας μέσα στήν Ρωμαϊκή Έπικρατεία που όνειρεδεται νά αναστήσει.

Η άπάντηση των άπειλουμένων Βαλκανικών λαών θά έπρεπε κατά λογικό τρόπο νά ήταν ένα ενιαίο μέτωπο, μια Ομοσπονδία των ελευθέρων και ισότιμων λαών. Μονάχα ή Ομοσπονδία αυτή θά μπορούσε νά άντισταθεί μπρός στήν ξενική επιδρομή. Με τόν πληθυσμό της που άνέρχεται σέ 40 εκατομμύρια περίπου, θά ήταν σέ θέση νά επιβάλει σεβασμό στό έξωτερικό και νά φέρε μια διαρκή ειρήνη στή δυστυχημένη μας χερσόνησο. Μιά τέτοια λύση όμως, μολονότι είναι ή μόνη που θά μπορούσει νά μας οδηγήσει πρós ένα ασφαλές και ευτυχισμένο μέλλον, δεν υπάρχει καμμιά πιθανότης νά πραγματοποιηθεί από τις σημερινές βαλκανικές κυβερνήσεις που είναι μόνο ε μεταλλευτρίες ολιγαρχίες, όργανα τού δυτικού Ιμπεριαλισμού. Απ' εναντίας, ή πολιτική τους δεν μπορεί παρά νά μας οδηγήσει σε καταστροφές νέες, χειρότερες από εκείνες τού παρελθόντος. Οί κυρίαρχες κλίκες των βαλκανικών χωρών, που μοιάζουν μεταξύ τους λίγο ήπολύ, δεν έδιδάχθηκαν τίποτα, ούτε και έξεχασαν τίποτα. Τά συστήματά τους και οί μέθοδοί τους είναι τά ίδια. Τήν αρχή τήν καταλαμβάνουν με πραξικοπήματα, και διατηρούνται χάρις στήν τρομοκρατία τήν πιο βάρβαρη, εκμηδενίζουν κάθε αντιπολίτευση, έξολοθρεύουν τις εθνικές μειονότητες, διαρπάζουν τά δημόσια χρήματα γιά ιδιοτελείς σκοπούς, εκμεταλλεύονται τούς λαούς των γιά λογαριασμό τού ξένου κεφαλαίου, και τούς οδηγούν πρός ένα άλλοηλοπετσόκωμα γιά λογαριασμό των Ιμπεριαλιστικών τους πατρώνων. Η ιστορία δεν έχει ποτέ γνωρίσει άλλους τυράννους και εκμεταλλευτές πιο άπαισίους από αυτούς που βασανίζουν σήμερα τις διάφορες βαλκανικές χώρες. Η κατάσταση που έδημιουργήθηκε και διαιώνίζεται απ' αυτούς είναι τόσο άπελπιστική ώστε οί δυστυχημένοι πληθυσμοί που ύφίστανται τήν τυραννία τους βρίσκονται όλοι σύμφωνοι σέ ένα πράγμα: πώς τό άπολυταρχικό καθεστώς τού Αβδούλ Χαμήτ ήταν παράδεισος μπρός στήν σημερινή κόλαση.

Γιά νά διορθωθεί ή κατάσταση, αυτή πρέπει νά αρχίσουμε νά άντικαταστούμε τις βαλκανικές αυτές κυρίαρχες κλίκες με κυβερνήσεις που θά αντιπροσωπεύουνε πράγματικά τούς χωρικούς και τούς εργάτες

τῆς Βαλκανικῆς. Ἡ δουλειὰ αὐτὴ δὲν εἶναι τόσο δύσκολη ὅσο φαίνεται ἐκ πρώτης ὄψεως. Γιὰ τοὺς βαλκανικοὺς κυβερνητικὲς καὶ τοὺς ἡγεμονιστικὲς πάτρωνες τοὺς οἱ βαλκανικοὶ λαοὶ ἔχουν χάσει κάθε ἐμπιστοσύνη ὕστερα ἀπὸ τὶς καταστροφές ποὺ ἔχουν προξενηθεῖ ἀπ' αὐτοὺς. Καὶ στὸ μέλλον θὰ χάσουν ἀκόμα πιὸ πολὺ τὴν ἐμπιστοσύνη τοὺς ἐξ αἰτίας τῆς ἰταλικῆς ἡγεμονιστικῆς ἐπιδρομῆς, σὶν ὅποιαν οἱ ἴδιοι προετοίμασαν τὸ ἔδαφος μὲ τὶς ἐντρίγγικες τοὺς. Πρόκειται μονάχα νὰ φωτίσει κανεὶς καὶ νὰ ὀργανώσει τὶς χωρικές καὶ ἐργατικὲς μάζες τῆς βαλκανικῆς, τῶν ὁποίων τὰ συμφέροντα

ἀπέναντι τῶν ἐκμεταλλευτῶν τοὺς ντόπιων καὶ ξένων, εἶναι τὰ ἴδια. Θὰ τὸ ἐπιτύχουμε, συνδυάζοντας τὶς ἀπελευθερωτικὰς καμπάνιες τῶν διαφόρων βαλκανικῶν ὀργανώσεων, καὶ στηριζόμενοι πᾶνω στὶς διεθνεῖς ὀργανώσεις τῶν ἐργατῶν, καὶ στοὺς λαοὺς ποὺ ἔχουν ἤδη ἐλευθερωθεῖ ἀπὸ τὸν ἡγεμονισμό, καὶ στοὺς ὀπαδοὺς τῶν προοδευτικῶν ἰδεῶν τοῦ πολιτισμένου κόσμου. Ἡ Βαλκανικὴ Ομοσπονδία δὲν εἶναι οὐτοπία. Καὶ θὰ γίνῃ πραγματικότης σὲ ἕνα προσεχὲς μέλλον.

ΦΑΝ Σ. ΝΟΛΙ

ΤΑ ΦΛΟΓΙΝΑ ΣΗΜΑΔΙΑ ΤΟΥ ΠΑΛΑΙ ΕΓΚΜΟΝ

Ἀπὸ τὶς 10—15 Φεβρουαρίου 1927 ἔλαβε χώραν, στὶς Βρυξέλλες τὸ συνέδριον «κατὰ τῆς ἀποικιακῆς καταπίεσεως καὶ ἡγεμονισμοῦ». Τὸ συνέδριον τῶν καταπιεζομένων Λαῶν, στὸ ὅποιο ἔδωκαν τὴν σφραγίδα ὁ Ἄγγλος σοσιαλιστὴς Λάνσμπουρ, ὁ Ὁλλανδὸς ἐργατικὸς ἀρχηγὸς Φίμμεν καὶ οἱ μεγάλες ἐθνικότητες τῆς Ἀνατολῆς, ἦταν ἡ πὸ δυνατὴ διαδήλωση κατὰ τοῦ ἡγεμονισμοῦ, ἀπὸ τὶς ἡμέρας τοῦ Βακού, ὅποτε εἶχαν συνέλθει οἱ ἀνατολικοὶ λαοὶ σὲ συνδιάσκεψη στρεφόμενη κατὰ τοῦ ἀγγλικῆς ἡγεμονισμοῦ. Ἡ συνεργασία τοῦ ἐργατικῆς κινήματος τῶν μητροπόλεων μὲ τοὺς καταπιεζομένους λαοὺς τῶν ἀποικιακῶν προετοίμασθηκε ἐκεῖ ἀπὸ τὴν ὀργανωτικὴν μερίαν, τὸ συνέδριον ἦταν μὴ ἀπόδειξις τοῦ ὅτι, μόνον μὲ τὴν διεθνήν συνεργασία ὅλων τῶν καταπιεζομένων, μπορεῖ νὰ ἐπιτευχθεῖ ἡ ἐθνικὴ ἀπελευθέρωση. Μόλις πρὸ ὀλίγων ἡμερῶν ἐξεδόθηκε τὸ πρωτόκολλον ποὺ περιέχει τοὺς λόγους τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἐθνικῶν κινήσεων.

Γιὰ τὸν βαλκανέζον ἀναγνώστη ἔχουν εἰδικὴ σπουδαιότητα οἱ ἀνακοινώσεις περὶ τοῦ ἰταλικῆς Φασισμοῦ. Εἶναι χαρακτηριστικὸν, ὅτι ὁ ἀγῶνας κατὰ τοῦ ἰταλικῆς ἡγεμονισμοῦ, δὲν ἐτονίσθηκε μονάχα ἀπὸ τοὺς ὀπαδοὺς τῶν ἰταλικῶν ἐργατικῶν κομμάτων, ἀλλὰ καὶ ἀκόμα ἀπὸ ἕνα ἀντιπρόσωπον τῶν καθολικῶν χωρικῶν τῆς Ἰταλίας. Μὴ καινούργια κοινωνία τῶν Λαῶν βρίσκεται ἐν τῇ γενέσει τῆς. Οἱ καταπιεσμένοι ὅλων τῶν λαῶν, εὐρῆκαν τὸν δρόμον τοὺς ὁ ἕνας πρὸς τὸν ἄλλο, τὸ κινεζικὸν ἐθνικιστικὸν κόμμα, ἡ ἐπιτροπὴ τῆς ἐπαναστάσεως τῆς Συρίας, ἀντιπρόσωποι τῶν Καθύλων τοῦ Ρίφ, καὶ τῶν ἀποικιακῶν πληθυσμῶν τῶν μεγάλων Ἀφρικανικῶν ἀποικιακῶν, συνεργάσθησαν καὶ συνεσκέφθησαν μὲ ἀντιπρόσωπους τοῦ Πανινδικῆς Συνεδρίου. Ἄγγλοι καὶ Γερμανοὶ ἀντιπρόσωποι ἐργατῶν, Γάλλοι διανοούμενοι ἔλαβαν μέρος στὸ πολεμικὸν συμβούλιον τῶν καταπιεζομένων λαῶν.

Πόσο ἀλλοιώτικο ἦταν ἀλήθεια τὸ συνέδριον τῶν Μειονοτήτων στὴν Γενεύη, κάτω ἀπὸ τὸ προτεκτοράτο τῆς Κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν! Ἡ κοινωνία αὐτῆ τῶν Ἐθνῶν δὲν θέλει νὰ ζεύρει τίποτα γιὰ τοὺς καταπιεζομένους λαοὺς, δὲν ἐπέτρεψε στοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ἐπαναστατικῶν ὀργανώσεων νὰ λαβουνε μέρος. Τὸ ἐθνικὸ ἀπελευθερωτικὸν κίνημα τῆς Βαλκανικῆς ἐνωμένο μὲ τοὺς σιδερένιους δεσμοὺς τῆς ἀλληλεγγύης καὶ τῶν κοινῶν πόρων πρέπει νὰ ζητήσει τοὺς φίλους τοῦ ἐκεῖ ὅπου εὐρίσκονται αὐτοί: Στὸ στρατόπεδον τῶν καταπιεζομένων λαῶν στὴν παγκόσμιαν Ἐνωσιν κατὰ τοῦ ἡγεμονισμοῦ. Ἡ Κορεα καταπιεζεται καὶ ἐξεθνίζεται ἀπὸ τὸν ἰαπωνικὸν ἡγεμονισμό, δὲν εἶναι ἡ δία ἡ τύχη τῶν Μαυροβουνίων, Κροατῶν, καὶ Μακεδόνων; Στὴν γαλλικὴν δυτικὴ Ἀφρικὴ βασανίζει ἡ κοριαρχία τῶν κατακτητῶν, κτηνώδικα ἕναν ἄοπλο πληθυσμὸν, δὲν εἶναι ἡ ἴδια ἡ ἱστορία τῆς αἰματοβαμμένης Ο. Ρ. Ι. Μ. τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ τοῦ μ' αὐτὸν διαγωνιζομένου Μάτκοβιτς καὶ τῶν ἀντικομιτάτων του; Ὁ ἰνδικὸς πληθυσμὸς πεθαίνει κατὰ χιλιάδες ἀπὸ πείνα χάρις εἰς τὴν δικτατορικὴν θέλησιν τοῦ ξένου ἡγεμονισμοῦ, δὲν εἶναι ἡ ἴδια ἡ τραγικὴ τύχη τῶν Ἑλλήνων τῆς Μικρασίας; Στὴν Ὁλλανδικὴν Ἰνδίαν δολοφονοῦνται οἱ πρόμαχοι τῆς ἐθνικῆς ἀπελευθερώσεως ἀπὸ τὶς ὀλλανδικῆς ἀρχές, δὲν ἐνθυμίζει αὐτὸ τὴν δολοφονίαν τῶν προμάχων τοῦ ντομπροουστρανικῆς ἀπελευθερωτικῆς ἀγῶνα; Ἄς πάρομε ἕνα μᾶθημα ἀπὸ τὸ παράδειγμα αὐτό, ἄς καταλάβουμε τί σημασία ἔχει γιὰ μᾶς ὁ ἀγῶνας τῶν ἀποικιακῶν λαῶν γιὰ τὴν ἀπελευθέρωσιν τοὺς! Τότε θὰ φωτίσουν τὰ φλογινὰ σημάδια τοῦ Παλαι Ἑγκμόν καὶ τῶν βαλκανικῶν λαῶν τὴν ἀπελευθέρωσιν.

Ἰωαννίδης

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 80 cents pour tous pays restants

Texte français (pages 1533—1544)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Georg Ledebour — Leonard Nelson — Edouard Bernstein
Paul Louis: Le Réveil des Comitadjis et la Vraie Paix Balkanique
D. Vlahoff: Les attentats en Macédoine
N. Kalkin: Les autonomistes agents de Mussolini
Louis Mesnard: L'argument suprême de Protoguéroff-Mikhaïloff
I. Mateescu: Tendances et démonstrations séparatistes dans les provinces occupées de la Roumanie
M. Choumenkovitch: Les élections de la Skouptchina et la question nationale
Paix entre les peuples! (Les Conférences à Sofia)
L'oppression en Grèce de la population macédonienne
Köblös toujours en danger
La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (1545—1547): Unsere Enquête für die Balkan-Föderation: Georg Ledebour - Eduard Bernstein - Leonard Nelson — Melingos: Die Furcht des Juste Milieu. — Texte albanais (1547-1548): Thirrja e Komitetit të Cilirimit Nacional dhe e Komitetit të Kosovës — Texte croate (1548-1549): Dr. C. Antoneti: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji-III — Texte roumain (1549-1550): Tendințe și mișcări separatiste în provinciile anexate
Texte bulgare (1551-1553): Влахов: Атенатитите в Македонија — Зиромски: Правото на балканските народи — Texte serbe (1553-1554): Шуменковић: Скупштински избори и национално питање — Барбис: Поводом југословенског јединства — Texte grec (1555-1556):

Η ερευνα μας γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ομοσπονδία: Φαν Σ. Νολι
Ἰωαννίδης: Τα φλογινὰ σημάδια τοῦ παλαι ἐγκμόν

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.